

droit et liberté

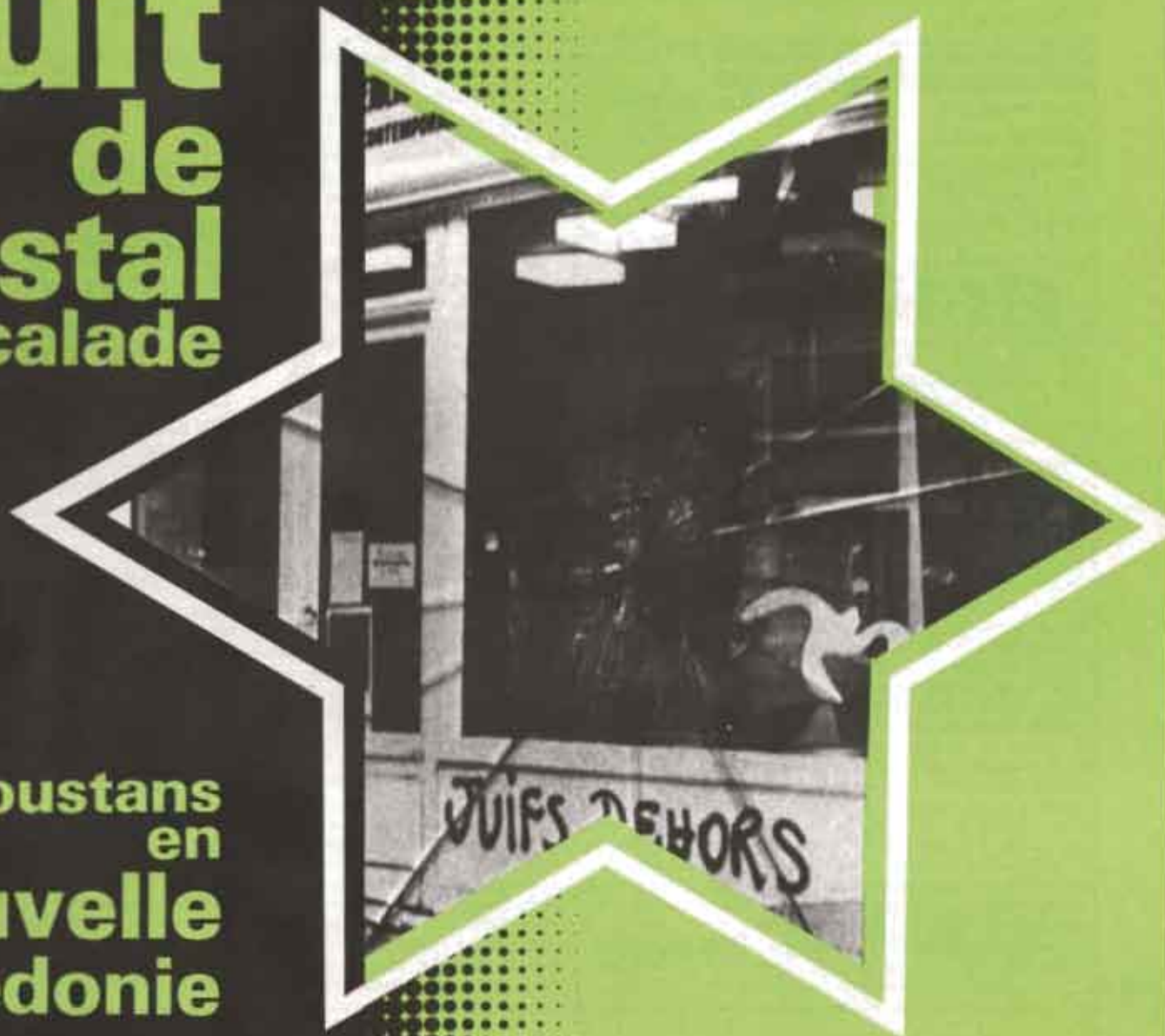
mensuel du mouvement
contre le racisme et
pour l'amitié entre les peuples

5F juillet/août 1978 N° 371

mr
ap

nuit de cristal l'escalade

bantoustans
en
nouvelle
calédonie



FABRIQUE
DE VETEMENTS
POUR
HOMMES

E^{ts} HENRI

RYMARZ

116, RUE DU FAUBOURG St-MARTIN - PARIS - X^e
TÉL. : 208-11-90 +



PANTALONS
VESTES
BLOUSONS

S. BIR & C^{IE}

CAPITAL DE 270.000 FR\$

SPORT
TRAVAIL
PLUIE

Tél : 272.12.95
272.29.98

HOMMES
JEUNES-GENS
ENFANTS

312, Rue Saint-Martin
PARIS (3^e)

créations
GC
robes

18, Rue de l'Échiquier
75010 PARIS - Tél. : 246.80.28

Tricots Jean Rychter

36 rue du Caire - 75002 Paris
Tél. : 508-57-71

Laure Réby
PRÊT A PORTER

108, Rue Réaumur
75002 PARIS
Tél. : 236.12.33

SYLDA
PRÊT A PORTER DE LUXE
13, rue de Mulhouse
Paris 2^e
tél. 236.61.23

SARL au capital de 30.000 francs

PARIS



Case réservée
à la Sté K.A.

■ courrier ■

dans
l'escalier

Je ne sais pas si c'est l'acte de mauvais plaisants ou celui d'un commando nazi. Je rentrais la semaine dernière à mon domicile après quelques jours de congés. J'eus déjà la désagréable surprise de lire sur les murs dans les escaliers peints à neuf tout récemment, des graffitis « A bas les juifs » et deux croix gammées en-dessous ; dans l'ascenseur, sur la porte à l'intérieur : « Heil Hitler (N-S. de Paris) ». J'ai pu vérifier ensuite que les mêmes inscriptions avaient été faites dans l'autre escalier et l'autre ascenseur de l'immeuble.

Cela m'a profondément émue et je me suis remémoré le temps de l'occupation allemande en France. Les inscriptions ont été rapidement effacées.

Andrée REMIOT
75006 PARIS

des timbres
pour
nicoletta

Je suis père de 9 enfants, une des mes filles, Nicoletta, (29 ans) est gravement malade du cœur, et est invalide à vie (100 %).

Elle aimerait recevoir des timbres français pour sa collection. Malheureusement, je ne possède par les moyens nécessaires pour satisfaire ce désir, car ma famille est très pauvre. Je demande aux lecteurs et lectrices de votre mensuel d'envoyer à Nicoletta quelques timbres neufs ou oblitérés pour sa collection. Je suis certain de votre solidarité et de celle de tous vos lecteurs. Cordiales salutations.

Carlo GAMBONI

Adresse : Nicoletta GAMBONI, Via Lago Di Varano, Edificio 24 Scala-A-Ina Casa, 74100 Taranto (Italie).

une lettre de
jean-pierre
pierre-bloch

A la suite de l'article « Un racisme à visage humain » paru dans le n° 368 de droit et liberté, M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, député du dix-huitième arrondissement de Paris, mis en cause pour avoir déclaré dans sa propagande électorale qu'« une faune, le plus souvent étrangère, a rendu notre quartier

droit et liberté ■ n° 371 ■ juillet/août 1978

difficile à vivre », nous prie d'insérer la réponse suivante.

« Exception faite de votre journaliste qui semble l'ignorer, il existe dans toutes les villes du monde « une faune ». Cette faune « le plus souvent étrangère » l'est dans toutes les villes du monde et c'est vrai à Paris, comme à Hambourg, à New-York comme à Tokyo.

Il ajoute dans le paragraphe suivant, en italique et entre guillemets, pour faire croire qu'il s'agit de ma prose alors qu'il s'agit de la sienne, « faune étrangère ». En écrivant cela, il commet, et vous le savez bien, un faux en écriture.

Enfin, il est mahonnête de croire ou de faire croire que tous les travailleurs immigrés sont des saints, que tous les français en sont également. Il y a à peu près partout dans le monde un même pourcentage de malhonnêtes gens et seuls les naïfs ou les inconscients l'ignorent. D'autres feignent de l'ignorer pour pouvoir accréditer leurs thèses. C'est le cas de votre rédacteur.

Ma fonction au sein du Cabinet de M. Stoléro était non seulement « théorique » comme il le souligne par ses guillemets, mais dans la pratique quotidienne, la défense des droits des travailleurs manuels et des travailleurs immigrés et j'ai rempli ma mission avec conscience et semble-t-il avec efficacité. Les travailleurs manuels et les immigrés le savent, aussi n'ai-je pas de leçon à recevoir, tout du moins en cette matière, de votre journaliste.

De plus, s'il feint d'ignorer qu'un climat d'insécurité règne dans ce quartier, c'est qu'il ne le connaît pas. Je l'invite à le visiter, ce qui lui évitera d'écrire pareilles contre-vérités à l'avenir.

Il semble — en ne la critiquant pas — vouloir être le défenseur de la prostitution qui sévit dans ce quartier. Le spectacle offert aux enfants tant français qu'étrangers dans les rues devrait l'inciter à plus de mesure dans ses propos.

Mais, tous les arguments utilisés par votre collaborateur à mon encontre dégagent une odeur de racisme le plus violent qui est de vouloir traiter les autres de fascistes alors qu'il en utilise les méthodes.

J'ajoute à l'intention de vos lecteurs, car votre rédacteur et vous-même le savez certainement, que je suis le fils de Jean Pierre-Bloch qui toute sa vie a lutté contre le racisme sous quelque couleur qu'il se dissimule. Puis-je vous rappeler, simplement, que mon père est le Président de la L.I.C.A.

J'ajoute que si je suis devenu Député de la 27^e circonscription de Paris, c'est par le suffrage universel.

Il me semble que ce serait faire injure aux électeurs qui ont démocratiquement choisi leur député de vouloir leur faire croire qu'ils ont voté pour un raciste et que, par conséquent, ils le sont eux-mêmes, alors que votre rédacteur se contredit en affirmant dans le sous-titre de son article : « 0,9 % des suffrages exprimés : les candidats racistes ont été désavoués par les électeurs, lors des élections législatives du mois dernier ».

au sommaire

■ l'événement ■
l'escalade p. 6

■ immigration ■
poète, vos papiers p. 8

■ point chaud ■
pas d'histoire en afrique p. 11
interventionisme-fiction p. 13

■ études ■
bantoustans en nouvelle-calédonie p. 14

et nos rubriques habituelles

la couverture est de jean-yves treiber

Je sais, et si je l'avais ignoré, votre article me l'aurait appris que tous les coups bas peuvent se donner mais, comme un boomerang, le vôtre n'atteindra que son auteur ».

Jean-Pierre PIERRE-BLOCH

Le mrp, comme d'ailleurs la L.I.C.A., a toujours considéré comme raciste le fait de souligner la nationalité ou l'origine ethnique d'un criminel ou d'un délinquant. Cela n'ajoute rien à la description des faits, si ce n'est de provoquer une animosité contre tout un groupe. Mais M. Pierre-Bloch va plus loin en rendant globalement responsable de la criminalité dans son quartier une majorité d'étrangers qualifiés ici de « faune ». Il sait bien pourtant (M. Stoléro l'a récemment rappelé) que la criminalité n'est pas plus élevée chez les étrangers que chez les Français. Il sait aussi que les immigrés ne sont pas responsables des ghettos qui se sont peu à peu constitués dans nos villes.

Quant à dire que droit et liberté se fait l'apologiste de la prostitution, c'est particulièrement inacceptable. Si dans le quartier dont M. Pierre-Bloch est député, les maisons de passe et le racolage public s'étalent sans complexe en dépit des lois et sous l'œil de la police omniprésente, est-ce la faute du mrp ? Est-ce la faute du mrp si une majorité de travailleurs immigrés sont contraints à un pénible célibat forcé par les mesures injustes et racistes préconisées par M. Stoléro dont M. Pierre Bloch fut le « chef de cabinet » et condamnées par le Conseil d'État ? Et la tolérance effectivement scandaleuse de ces maisons « closes » où, de notoriété publique, on « punit » les prostituées récalcitrantes n'a-t-elle pas pour but de faire supporter par l'esclavage de ces femmes, les discriminations dont sont victimes les immigrés ?

FABRIQUE
D'IMPERMEABLES

SPORTSWEAR
*
IMPER-EPEL

Société Anonyme au Capital de 100 000 Francs

10, RUE DES FILLES DU CALVAIRE
75003 PARIS

☎ 607.39.33
887.24.06

Métro : FILLES DU CALVAIRE

FELICE
PARIS

141 RUE D'ABOUKIR 75002 PARIS
Tél. 236 52-75

PRET A PORTER FEMININ
robes ensembles cocktail
collection sportswear
chemisiers jupes et pantalons
TOUS NOS MODÈLES EXCLUSIFS
DU 38 au 52

imprimerie
raymond weill

spécialiste de la liasse et du carnet
(duplication par carbones
ou papiers autocopiants).

imprimés commerciaux,
administratifs, comptables,
mécano-comptables.

impressions publicitaires.

117, RUE DES PYRÉNÉES
75020 PARIS
☎ 371 28-00

MAISON FONDÉE EN 1920

MAISONS RECOMMANDÉES

- Comptoir Général des Métaux
- 11, Rue Jean-Pierre Timbaud
- 95102 ARGENTEUIL
- Sté Denis
- 66, Rue René Boulanger
- 75010 PARIS

pièds sensibles
les chausseurs
du confort et de l'élégance

Choix unique en cheveau
en sports et en bottes

(9^e) Gare Saint-Lazare - 81, rue Saint-Lazare (M^o St-Lazare - Trinité)
(6^e) Rive gauche - 85, rue de Sèvres (Métro Sèvres-Babylone)
(10^e) Gare de l'Est - 53, bd. de Strasbourg (Métro Château-d'Eau)

Magasins ouverts tous les lundis

M. Pierre-Bloch engage la L.I.C.A., ce que nous n'avions pas voulu faire. Cette organisation a publié la réponse du député de la Goutte d'Or dans son organe, le Droit de Vivre, mais en gommant soigneusement le mot « étrangère » de la formule incriminée. (Une fau-ne le plus souvent étrangère). Cette manipulation diffamatoire tend à faire croire que droit et liberté se serait fait le défenseur de la criminalité en tant que telle. On vient à se demander, en voyant ces procédés, si le rôle joué par M. Pierre-Bloch junior au secrétariat d'État aux travailleurs immigrés n'est pas la cause de l'extraordinaire indulgence de la L.I.C.A. à l'égard du décret Stoléru, condamné par le Conseil d'État et tous les antiracistes, mais que le Droit de Vivre a été le seul journal à soutenir sans réserve.

Enfin, M. Pierre-Bloch voudra bien nous excuser de ne pas considérer l'élection législative comme un brevet d'antiracisme. Oublie-t-il que M. Soustelle, ex-député s'est fait dans le journal Le Monde, le propagandiste du régime notoirement raciste de l'Afrique du Sud. Mais il est vrai que M. Soustelle est en outre membre du comité central de la L.I.C.A.

■ éditorial ■

mrapp

Le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix se dénomme donc désormais : **Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples**. Ainsi en avait décidé le congrès des 26 et 27 novembre derniers. Mais il s'était aussi prononcé pour la prolongation de l'information et du débat parmi l'ensemble des comités, des adhérents. Et c'est le Conseil National, comme prévu, qui a ratifié définitivement la modification du titre, à sa session du 4 juin.

Si les quatre lettres du sigle — universellement connues — demeurent inchangées, c'est plus qu'un symbole. Le mrapp ne fait qu'inscrire dans son intitulé même, sans modifier en rien sa pratique et ses objectifs, une réalité vivante qu'il incarne depuis sa création : le combat résolu contre tous les racismes, sans en privilégier ni en négliger aucun, quels que soient les auteurs ou les victimes, en quelque lieu que ce soit.

Ce qui était vrai sous l'Occupation, quand le Mouvement National Contre le Racisme (M.N.C.R.) — dont le mrapp est l'héritier direct — luttait essentiellement contre l'antisémitisme, est devenu sans doute encore plus clair maintenant : il y a un fonds commun à toutes les formes de racisme, qu'il vise les juifs, les Arabes, les Noirs, les Tziganes, les étrangers ou d'autres groupes humains. Les travaux des historiens et des sociologues, les textes de l'O.N.U. et de l'U.N.E.S.C.O. le soulignent. De même, la loi française contre le racisme, du 1^{er} juillet 1972 condamne les discriminations, injures ou provocations à la haine fondées sur la **race**, la **religion**, l'**ethnie** ou la **nationalité**. Il va de soi, cependant, que l'on doit absolument prendre en compte, au plan théorique comme dans l'action, les caractères spécifiques de chaque racisme, en fonction de ses racines historiques, des conditions idéologiques et sociales dans lesquelles il s'exerce, des modalités qu'il revêt. Le mrapp n'y a jamais manqué et ne peut évidemment échapper à des données aussi importantes.

Est-il besoin d'insister sur la nécessité de combattre simultanément, dans la France et le monde d'aujourd'hui, les manifestations multiples et diverses du racisme ? La crise, avec les frustrations et les peurs qu'elle engendre, nourrit les campagnes hostiles aux travailleurs immigrés, aux peuples du Tiers Monde détenteurs des matières premières, car il faut des boucs émissaires pour masquer les véritables responsabilités. Les juifs n'ont pas fini, eux non plus, malgré l'horreur du génocide qu'ils ont subi naguère, d'être voués à ce même rôle d'épouvantails et de coupables désignés à la vindicte publique. De plus en plus, la violence raciste et fasciste, encouragée par une scandaleuse impunité, sert à la fois d'exutoire et de moyen d'intimidation.

Jamais le mrapp n'a eu tant à faire pour affirmer et défendre les droits et la dignité de tous les êtres humains, de tous les peuples sans distinctions ; pour susciter leur compréhension mutuelle, dans le respect de leurs différences. Les nombreux procès qu'il a engagés dans la dernière période constituent autant de ripostes aux menées antijuives, antinoires, antiarabes et xénophobes, qui vont s'aggravant. Ses manifestations contre le néo-nazisme et l'apartheid, ses colloques sur le racisme « biologique » et sur l'antisémitisme contribuent à alerter, informer et mobiliser l'opinion.

Plus que jamais, donc, un tel mouvement est utile à la France, pour faire face aux divisions et aux perversions que le racisme sous tous ses aspects introduit dans la société, et qui la mettent tout entière en danger. S'il est vrai que le nouveau titre du mrapp définit pleinement sa mission, ce qui reste primordial, c'est l'accomplissement de celle-ci. Il devra, il saura, pour cette tâche salutaire, rassembler toujours mieux tous les démocrates sincères, les gens d'équité, de tolérance et de paix.

Albert LÉVY

droit et liberté
mensuel

120, rue saint-denis, 75002 paris
téléphone 233.09.57 - c.c.p. 9239 81 paris

directeur de la publication albert lévy

rédacteur en chef jean-louis sagot-duvauroix

comité de rédaction jean-pierre giovenco

michel bilis ; mireille carrère ; patrick kamenka ;
honoré kponton ; félix lambert ; racine maïga ;
stéphane mayresté ; robert pac ; philippe porret ;
viviane rosen ; théo saint-jean ; yves thoraval ;
jean-yves treiber ; slimane zéghidour .

publicité au siège du journal

ABONNEMENTS
• UN AN : 50 FRANCS • SOUTIEN : 100 FRANCS
ANTILLES, REUNION, MAGHREB, AFRIQUE FRANCOPHONE : 55 FRANCS
LAOS, CAMBODGE, NOUVELLE-CALÉDONIE : 55 FRANCS
AUTRES PAYS : 75 F - CHANGEMENT D'ADRESSE : 2 F

droit et liberté ■ n° 371 ■ juillet/août 1978

antisémitisme, néo-nazisme

l'escalade !

Les nostalgiques du nazisme réaniment la vieille haine antisémite, un élément qu'on croyait définitivement condamné de la panoplie du racisme.

Le dimanche 11 juin, à quatre heures du matin, trois fortes explosions secouent tout le quartier de la Bourse, à Paris. Une bombe vient d'exploser devant la façade du siège parisien du Club Méditerranée, 1, rue du Quatre-Septembre, blessant le gardien de nuit, M. Roger Salinja. Des dégâts très importants dans l'immeuble visé. La rue toute entière est jonchée des débris des vitres soufflées par l'attentat. Un début d'incendie peut heureusement être rapidement maîtrisé par les pompiers.

À peine deux heures plus tard, un groupe qui s'intitule lui-même *Front de libération national français* revendique le forfait dans un communiqué téléphoné à l'Agence France-Presse : « Nos attaques successives contre le Club Méditerranée ne sont qu'un acte de résistance à l'occupation juive. De trois cent cinquante mille en 1939, ils sont maintenant, après les « camps de la mort », un million. Grâce au racisme juif et à ses dons de pourrissement, il y a actuellement des millions de Nègres et d'Arabes en France. Nous n'avons pas contré l'occupation allemande pour subir sept millions de Juifs, d'Arabes et de Nègres ». Le président de la L.I.C.A., M. Pierre-Bloch, devait révéler que des tracts avaient été distribués à Lille et à Lyon sous le sigle de ce curieux « front de libération ».

Ce communiqué ignoble est un petit chef d'œuvre. Il montre bien le rôle que les néo-nazis veulent faire jouer au vieux antisémitisme. En réveillant les vieux démons, c'est en fait contre toutes les victimes potentielles du racisme qu'on appelle à la haine. Et une fois de plus apparaît, à contrario, la solidarité du combat contre tous les racismes.

Mais l'attentat contre le Club Méditerranée et M. Trigano, par sa violence, marque un pas

nouveau dans une escalade que n'a fait qu'encourager l'indolence appliquée des pouvoirs publics. Nuit de cristal place de la Bourse ? Les morceaux de verre qui recouvraient les trottoirs, ce matin là, rappelaient de bien sinistres souvenirs.

Il ne faudrait pas attendre bien longtemps avant que les nazis new-look ne se manifestent.

À la mi-juin, un petit groupe de jeunes qui avaient loué le château de Blandy-les-Tours

(Seine et Marne) et qui comptaient y célébrer le solstice d'été inquiète quelques habitants du bourg. Un commerçant entend dans la bouche de l'un de ces jeunes gens : « A mort la peste juive ». Têtes de mort, insignes fascistes en tout genre, saluts hitlériens, drapeaux ornés de la rune d'Odal gammée bien connue du mrap puisqu'elle a été utilisée par le groupe Peiper pour signer ses attentats, rien n'y manque... à part la vigilance de la police, plus occupée ces jours là, à faire évacuer les grévistes de chez Renault. Il faudra l'intervention de la population et de la municipalité pour faire cesser cette insupportable provocation. La centaine de participants prévus, décommandée à temps, ne viendra pas, finalement, adorer le soleil couchant. Mais on s'étonne tout de même de la facilité avec laquelle a pu s'organiser une telle manifestation, avec la participation de nombreux étrangers, quant on sait combien les forces de l'ordre sont en général chatouilleuses sur l'obligation de réserve qui est imposée, dans l'autre sens aux citoyens d'autres pays résidant en France.

Au même moment, le Parti des Forces Nouvelles inondait Paris d'appels à un meeting des fascistes européens sous le slogan « Europe, libère-toi ! ». Mais, dit-on, le P.F.N. est un parti digne et respectueux de la légalité républicaine ! Peut-être, à ceci près qu'à l'instar du S.A.C. ou autre C.D.R., on retrouve nombre de ses membres impliqués dans des délits racistes comme récemment, l'homme qu'on a surpris à Marseille en train d'inscrire sur les murs d'une rue des slogans antisémites, ou ces trois autres arrêtés pour avoir commis un attentat contre une organisation démocratique.

Vraiment, la tenue du colloque sur l'antisémitisme et le néo-nazisme aujourd'hui, organisé par le mrap, s'imposait (voir l'encadré).

Des milliers de parisiens sont descendus dans la rue pour protester contre le meeting de l'Eurodroite.



Photo : Elie Kagan



Photo : Elie Kagan

ne pas oublier le passé

Mais en R.F.A., les choses ont pris un tour plus lourd encore de menaces. Ainsi, non seulement les réunions d'anciens et de nouveaux nazis se multiplient, mais le ministre de la Défense avoue que les membres de la Bundeswehr ont participé, ces dernières années, à plusieurs réunions d'anciens nazis comme représentants officiels des forces armées Ouest-allemandes. Les autorités fédérales commencent à s'inquiéter de l'emprise de plus en plus grande sur la jeunesse d'une certaine presse, et de certaines publications qui tentent d'édulcorer la réalité du nazisme et de réveiller les démons d'un dangereux nationalisme.

« solution finale » et liberté d'expression

Aux États Unis, notre ami Toby Swartz, qui a participé au récent colloque sur la science et le racisme, responsable du C.A.R. (comité contre le racisme), a vu son seuil maculé de croix gammées. De tout le pays, des faits inquiétants sont signalés.

Le défilé nazi de Skopje est finalement autorisé par la Cour Suprême au nom de la liberté d'expression. Des revues antisémites sont ouvertement diffusées comme à Albany. Un film intitulé *L'Holocauste* et présentant la mise en œuvre de la « solution finale » par les nazis entraîne une levée de bouclier de la part des groupes néo-nazis, pourtant, c'est un ancien SS qui a été choisi comme conseiller technique pour... les costumes ! Par souci d'authenticité, a-t-on précisé.

Il est grand temps de mettre un frein à la montée progressive de ces groupes qui

menacent la démocratie toute entière. On espère des autorités responsables qu'elles le comprendront et abandonneront une attitude de passivité qui confine à la complicité.

Un tract, du style de la publication antisémite, l'Anti-Youtre circule avec la mention : « A conserver, à reproduire ». Sous le titre « Une catastrophe incommensurable », ce torchon tente d'expliquer quel terrible événement a été la victoire des alliés

contre l'Allemagne nazie. Une réédition de Mein Kampf est largement diffusée sans aucune mention légale nécessaire. Une nouvelle requête en révision du procès de Philippe Pétain est déposée, afin de tenter une fois de plus de justifier la politique de collaboration qui s'est soldée par le massacre de dizaines de milliers de juifs et de patriotes livrés par Vichy aux autorités nazies.

Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX

colloque au sénat

le nazisme mis à nu

Un important colloque organisé par le mrap s'est tenu le 10 juin, salle Médicis, au Sénat, sur le thème « antisémitisme et néo-nazisme aujourd'hui ». Il a suscité un grand intérêt de la part de la presse et a permis de donner à la fois une masse d'informations nouvelles et une analyse approfondie de ce phénomène inquiétant.

Ouvert par Pierre Paraf, écrivain, président du mrap, ce colloque devait tout d'abord s'attacher à définir le courant néo-nazi aujourd'hui. L'histoire ne se reproduit jamais exactement. Les néo-nazis ont adapté une thématique directement inspirée de l'idéologie hitlérienne. Si certains de ceux qu'influencent ces « idées » utilisent facilement la bombe et la violence, d'autres restent à un niveau « culturel », se contentant de donner une respectabilité nouvelle et prudente derrière une terminologie renouvelée, au vieux mythe de la supériorité de l'homme blanc et germanique. Bien sûr, la grande différence entre les « néo » et les « paléo » nazis tient dans l'incapacité qu'ont, pour l'instant, les premiers de renouveler les monstruosité de leurs inspirateurs. Aussi la plupart s'attachent-ils à présenter d'eux-même une image inoffensive, ou bien à nier l'horreur du nazisme d'antan.

Lors de la séance du matin, présidée par Jacques Madaule, Léon Poliakov, chercheur au C.N.R.S., s'est attaché à décrire les caractéristiques et les prolongements actuels du nazisme. Au delà de ce phénomène, il a évoqué d'autres formes d'antisémitisme comme celui qui se développe dans certains pays socialistes et notamment l'U.R.S.S. Ensuite, le docteur de Guibert, dans un exposé fort documenté et constitué principalement de citations, a montré comment l'on retrouvait dans certains thèmes développés par l'association G.R.E.C.E. et la revue Nouvelle École, une filiation inquiétante avec les idées néo-nazies. Cet exposé, très remarqué, a suscité une vive polémique dans la presse et le Figaro-Dimanche, récemment investi par des membres du G.R.E.C.E. a trouvé le moyen d'y consacrer son éditorial sans citer une seule fois ce groupe, ce qui n'a pas du faciliter la compréhension du lecteur. Le mrap, mis en cause, a d'ailleurs demandé d'user de son droit de réponse pour combler cette lacune !

M. Van Meter, journaliste à *Libération*, a pour sa part évoqué l'internationale néo-nazie dans un exposé préparé avec Frédéric Laurent, auteur d'un livre fort intéressant sur le sujet : « L'orchestre noir ». Pierre Krauz, responsable de la commission néo-nazisme et antisémitisme du mrap, a fait une intervention sur la propagande néo-nazie.

Ensuite, plusieurs orateurs ont tenté de montrer le rapport entre le phénomène et son contexte. Yves Charbit, chercheur à l'I.N.E.D., a fait l'analyse des sondages publiés sur l'antisémitisme par *Le Matin*, sondages montrant un recul ambigu de l'antisémitisme en France, souvent lié au développement d'autres racismes, et notamment du racisme anti-arabe. La résurgence de l'antisémitisme violent dans la dernière période montre bien ce qu'avaient de précieuses certaines prises de positions. Albert Memmi, professeur à l'université de Paris IX, a quant à lui montré les rapports entre la situation de crise dans laquelle nous nous trouvons et le développement du racisme antisémite, et Marie-José Chombart de Lauwe a évoqué les moyens insidieux par lesquels on banalise, peu à peu, dans la vie courante, les atrocités nazies au moyen de jeux, de reproductions, de bandes dessinées, etc.

La dernière partie de cette journée d'étude était consacrée à l'action. Lionel Richard, Maître-assistant à l'Université de Besançon, auteur d'un livre intitulé « Le nazisme et la culture », a fait un exposé sur la lutte contre l'inquiétante recrudescence de l'idéologie nazie en R.F.A. M^e Armand Dimet a montré quels étaient les moyens et les limites de l'action juridique contre le nazisme et l'antisémitisme. Albert Lévy a conclu sur l'action de plus en plus importante du mrap sur ces problèmes. Il ne restait plus à M. Palant, président de séance, qu'à donner le signal du départ.

Une journée bien remplie !

poète, vos papiers!

Une mesure scandaleuse discriminatoire votée par l'Assemblée Nationale, des rafles d'enfants d'immigrés à la sortie des écoles, un artiste turc interdit de mariage et refoulé : trois faits qui illustrent la détérioration des conditions de vie des immigrés en France.

« Je n'ai pas besoin de rappeler avec quels égards la France traite les travailleurs immigrés qu'elle accueille ». Cette phrase stupéfiante est un des arguments-massue utilisés par M. le ministre du Budget pour justifier la diminution de moitié de la contribution patronale au logement des immigrés. On sait qu'un pour cent de la masse salariale doit être affectée par les chefs d'entreprise à la construction de logements sociaux. Sur les sommes ainsi recueillies, 20 % étaient réservées en principe à l'amélioration des conditions de logement des migrants dont on sait combien elles sont généralement précaires. Soucieux de faire des économies, le gouvernement a proposé de diminuer la contribution patronale au logement de 10 %, mais qu'on se rassure, ces 10 % seraient pris sur les 20 % accordés aux immigrés et affectés... à la promotion des femmes.

Le caractère particulièrement odieux de la mesure a entraîné une opinion défavorable de la majorité de la commission qui avait à analyser ce texte, mais la majorité de l'Assemblée Nationale l'a finalement votée!

Refusant de voir ainsi opposer les femmes aux immigrés, inquiet devant cette nouvelle atteinte aux maigres acquis des travailleurs immigrés en France, le mrp est intervenu auprès de tous les groupes parlementaires au Sénat. La Haute-Assemblée a finalement rejeté ce texte. L'Assemblée Nationale l'approuvera-t-elle à nouveau?

C'est significatif. Au moment où M. Stoléru, secrétaire d'État à la condition des travailleurs manuels, lance son offensive d'été contre les résidents des foyers Sonacotra, refusant en bloc toutes leurs revendications (diminution des loyers, statut de locataire, suppression de l'encadrement répressif), on prend des mesures dont la conséquence sera un nouveau ralentissement de l'effort en faveur d'un logement décent pour les immigrés. On argue que les sommes libérées pour le logement des immigrés ne peuvent être dépensées à cause de la mauvaise volonté des municipalités à donner des permis de construire pour des foyers d'étrangers. Outre que le gouvernement a de nombreux moyens, pression que l'on voit utiliser aisément pour d'autres causes, il faut remarquer une fois de plus que n'est pas envisagé le logement des immigrés dans les H.L.M., au milieu des Français. Mais il est vrai que les mesures de M. Stoléru

empêchant la réunion des familles contraignent un nombre croissant d'immigrés à vivre en célibataire, même si l'Espagne a pu enfin imposer une situation plus normale pour les ressortissants et qu'il ne restera bientôt plus que les pays africains « modérés » pour se satisfaire de ce décret raciste. Et puis, pour ceux qui pourraient faire venir leur famille, il est nécessaire de justifier d'un logement décent. N'est-il pas tentant, sur ce plan également, d'aggraver les difficultés des immigrés?

Un fait particulièrement scandaleux illustre bien cette volonté de rendre la vie impossible aux travailleurs immigrés. A Gennevilliers, plusieurs rafles de jeunes immigrés ont eu lieu, en particulier à la sortie de la cité scolaire Edouard Vaillant. Le 15 mai, devant le lycée technique, à l'issue d'un contrôle d'identité, seuls les jeunes de nationalité étrangère sont conduits et retenus au commissariat. Là, ils sont dûment fichés, photographiés, comme cela s'est déjà fait dans d'autres commissariats, notamment à Garches.

Au delà de ce qu'ont de révoltantes ces rafles au faciès des mineurs, on peut légitimement craindre les buts de ce fichage précoce. Ne s'agit-il pas de mesures permettant à la police de refouler ces jeunes



Photo: D.R.

dès lors qu'ils ont terminé leur scolarité obligatoire? En attendant, il leur faut subir devant leurs camarades et leurs parents l'humiliation et les brimades que leur valent la couleur de leur peau, la forme de leur visage ou la consonnance de leur nom.

Mais c'est jusque dans les aspects les plus intimes de la vie privée que se glissent les persécutions dont sont victimes un nombre croissant d'étrangers en France.

Osman Dinç, artiste-peintre de nationalité turque, a fait ses études à l'École des Beaux Arts de Paris. Il a fait, il y a cinq ans, la connaissance de Catherine Rastoix avec qui il vit depuis. Après être retourné un moment dans son pays, il revient en France où il doit présenter une exposition de ses œuvres. Dès son arrivée, il fait une demande d'autorisation de mariage au ministère de l'Intérieur. Après neuf mois d'attente, Catherine et Osman sont convoqués au fameux huitième bureau de la préfecture de police de Paris où on leur signifie que le ministère refuse l'autorisation de mariage, qu'en conséquence, Osman n'a plus rien à faire en France et qu'il doit quitter le territoire dans les huit jours. Il part le trois juin. Son exposition devait ouvrir une semaine plus tard.

Alerté par Catherine, le mrp convoque une conférence de presse à la galerie Charley Chevalier pour le vernissage de l'exposition d'Osman. Le communiqué est envoyé à l'A.F.P. qui ne le diffuse pas car, après vérification au ministère de l'Intérieur, on assure au journaliste qu'Osman est en France et n'a jamais été expulsé. Le résultat attendu par le ministère est là. Très peu de journalistes viendront à cette conférence de presse. Faut-il que de telles affaires se passent en Chine pour qu'elles méritent qu'on en parle?

Ces mesures sont inqualifiables. La France et la Turquie ont signé les accords d'Helsinki. Chiffon de papier? Et même d'un point de vue strictement national, oublie-t-on qu'une grande part de la renommée de la France et de Paris tient à l'accueil qu'y trouvaient autrefois les artistes étrangers. Ce temps est-il révolu? Aurait-on du expulser Picasso et Joan Miro, Léonard de Vinci et Chopin?

J.-L. S.-D.

Une des œuvres de Osman

le calvaire de Joan Little

Joan Little fut, en 1975, la première femme noire aux États-Unis à être acquittée après avoir été jugée pour le meurtre d'un blanc. Elle avait tué un gardien blanc de la prison de Beauford (Caroline du Nord) qui avait tenté de la violer dans sa cellule. (Voir d. et l. Oct. 75).

Mais elle demeurait sous le coup d'une accusation de vol. Malgré des charges inconsistantes, elle fut condamnée par le même Juge que les 10 de Wilmington, mais laissée en liberté sur parole.

Elle dut subir alors la hargne des autorités de Caroline du Nord qui, par toutes sortes de brimades, tentèrent de se venger de son premier acquittement qui constituait pour elles un camouflet intolérable. Trois fois, elle fut jetée en prison sous des prétextes fallacieux. La dernière fois, Joan Little eut peur de subir le sort de plusieurs autres détenus noirs qu'on retrouva suicidés dans leur cellule, tel Lawrence Charles Leagraves, âgé de 26 ans, qu'on découvrit « pendu » dans sa geôle, le 11 février 1978 à Greensboro (Caroline du Nord) et elle s'évada de la prison de femmes de Raleigh, le 15 octobre 1977. Elle fut arrêtée à New York le 7 décembre suivant. Elle dut subir alors les mauvais traitements et les brutalités de la police new-yorkaise. Les autorités de Caroline du Nord demandèrent son extradition aux autorités de New York et l'obtinrent le 22 février 1978.

Joan Little a déclaré qu'elle préférerait mourir plutôt que de retourner dans les prisons racistes de Caroline du Nord et ses avocats sont convaincus que sa vie y sera constamment en danger.

Robert PAC

racisme aux p.t.t.

Existe-t-il une politique concertée visant à faire appliquer des

discriminations racistes et illégales à l'encontre des originaires des T.O.M. et D.O.M. dans l'administration et les services publics? On peut se le demander car on assiste à une multiplication des circulaires imposant un pourcentage à ne pas dépasser. Ainsi, après des circulaires concernant le personnel des villes de Rouen et de Paris, puis, une circulaire de la Sécurité sociale, puis une lettre du centre de tri de Clignancourt (P.T.T.), puis de la direction de l'hôpital Ambroise Paré, qui jugeait avoir suffisamment de « gens de couleur », puis des P.T.T. de Rennes, on se demande si l'on ne va pas directement à l'établissement de pratiques racistes généralisées.

C'est d'autant plus ignoble que les Antillais, pour ne prendre qu'eux, ne peuvent en aucun cas faire leur stage d'inspecteurs de santé dans leur département d'origine d'après une instruction ministérielle de 1975, que le BUMIDOM fait, dans les départements d'outre-mer une propagande forcenée en faveur de l'émigration, propagande appuyée par la pauvreté qui règne dans ces régions. Mais il est vrai que les discriminations légales ne manquent pas puisque, par exemple, le complément familial, considérablement plus faible aux Antilles qu'en France, n'est accordé, en outre, qu'avec des restrictions importantes par rapport aux « métropolitains ». Et pourtant, M. Barre n'est-il pas originaire de la Réunion?

massacre au Guatemala

Une centaine d'Indiens ont été massacrés par les soldats gouvernementaux, le 22 mai 1978, à Panzos, dans le département de l'Alta-Verapaz, au Guatemala.

Plusieurs centaines d'Indiens sans terre s'étaient rassemblés à Panzos pour protester contre une répartition des terres particulièrement injuste dans ce département. Les soldats n'ont pas hésité à ouvrir le feu sur la foule. De nombreuses femmes et des enfants se sont noyés en tentant de trouver refuge de l'autre côté de la rivière.

La population indigène, qui représente 60 % de la population du Guatemala, est maintenue délibérément en marge de la

la longue marche des indiens

Les indiens des États-Unis font actuellement face à l'une des plus terribles attaques qu'ils aient eues

afrique du sud

répression



Salomon Mahlangu

La liste des entreprises françaises ayant des liens avec le régime raciste de l'Afrique du Sud (d et l n° 370) a suscité un grand intérêt. Déjà, plusieurs indications nous sont parvenues pour la compléter. C'est ainsi que Renault compte doubler ses investissements dans le pays de l'apartheid, si l'on en croit M. Pierre Séréména, directeur des affaires internationales de la régie, de passage au Cap en mai dernier (selon la Financial Gazette de Johannesburg, 26/4/78). Pour sa part, M. Patrick Goyet, responsable du tourisme dans le D.O.M. de la Réunion, a fait en début juin une courte visite pour attirer vers cette île les touristes sud-africains. Leur aura-t-il assuré des commodités séparées d'avec la population de ce territoire?

Dans le genre mondanités, il faut citer le 20 mai dernier, la réception du ministre de l'Information sud-africain, M. Konnie Mulder, sous la présidence de M. Antoine Pinay. K. Mulder est à l'heure actuelle impliqué dans un scandale bien conforme à la philosophie de l'apartheid il aurait utilisé des fonds secrets pour acheter un certain nombre de journalistes étrangers. Sa visite a-t-elle quelque rapport avec ce genre de « propagande »?

L'Oréal, la firme bien connue de cosmétique, a eu une idée qui a enchanté les visiteurs de la grande foire du Rand, à Johannesburg : un séchoir à cheveux en forme de... casque de mineur! Quel goût exquis!

Beaucoup plus grave, la participation de la compagnie U.T.A. au transport de l'uranium namibien dont on sait qu'il est considéré par la communauté internationale comme un bien inaliénable du peuple namibien soumis à l'occupation illégale des racistes sud-africains. Deux fois par semaine, via Libreville et Marseille, les avions d'U.T.A. se rendent coupables de recel au terme du décret n° 1 du conseil de l'O.N.U. sur la Namibie. On s'étonnera que le Gabon, dont le président dirige cette année l'O.U.A. se prête à une telle forfaiture. Mais la compagnie U.T.A. sait-elle qu'elle risque de voir ses avions interceptés par des pays africains plus soucieux du droit international qu'ils ont contribué à faire adopter?

Pendant ce temps, la répression ne fait qu'augmenter. Solomon Mahlangu, ce jeune résistant de 21 ans attend toujours son exécution après qu'une cour raciste l'ait condamné à mort pour son action dans les rangs de l'A.N.C. Le quadrillage policier de Soweto s'est renforcé à l'approche de l'anniversaire du massacre du 16 juin, 600 personnes ont été arrêtées. La politique des bantoustans a déjà entraîné le retrait de la nationalité sud-africaine pour 6.000.000 de Noirs.

Et le gouvernement français persiste dans son silence pesant après avoir signé le décret de l'O.N.U. instituant l'Année Internationale de Lutte contre l'Apartheid où il s'engage à développer l'information et la mobilisation sur ce sujet!

à subir. Un projet de loi H.R. 9054, dit projet Cunningham, est soumis au Sénat. S'il était adopté par celui-ci, ce serait la fin des tribus indiennes et l'abrogation unilatérale par les Etats-Unis des Traités Indiens. Les Indiens seraient dépossédés de leurs terres et de leurs fonds tribaux. Les droits spéciaux sur la chasse et la pêche qui leur avaient été attribués par traités seraient abrogés. Un terme serait mis aux services fédéraux qui avaient été mis à la disposition des tribus. Les Indiens cesseraient d'exister en tant que groupe ethnique.

L'intention de ce projet de loi est claire : il s'agit pour les sociétés capitalistes de s'approprier les énormes ressources naturelles que recèlent le sol et le sous-sol des réserves et des territoires indiens.

Pour protester contre le projet Cunningham, les Indiens ont entamé une « Longue Marche » de Californie à Washington, itinéraire inverse de la colonisation (5.000 km). Ils seront en juillet à Washington où une grande manifestation clôturera cette « Longue Marche »

Robert PAC

en bref

■ Mme Saunier-Seïté, ministre des Universités s'est distinguée au mois de juin par une de ces formules à l'emporte-pièce dont elle a le secret : « Les universités françaises recueillent le trop plein du tiers-monde ». *Panorama*, la revue de l'ambassade sud-africaine à Paris, indiquait pour sa part que la France avait décidé de donner des bourses à des jeunes sud-africains désireux de faire leurs études dans une université française de leur choix. Quand on sait qu'on a commencé à expulser certains étudiants d'Afrique noire et qu'on tente de leur imposer un numerus clausus dans chaque université, on ne peut qu'être stupéfait devant cette manière originale de célébrer l'année internationale de lutte contre l'apartheid !

■ « Le docteur Vaquier n'aime pas les Arabes. Le médecin du personnel de la Samaritaine, coutumier du fait, a insulté une jeune femme d'origine maghrébi-

ne, enceinte qui venait en consultation. Manque de chance son époux, inspecteur de police, est venu s'adresser au mrp pour voir comment engager des poursuites contre ce jurieux praticien. Les syndicats ont demandé son remplacement.

■ Le parti conservateur britannique renforce ses propositions racistes pour tenter de piper des voix au parti fasciste le *National Front*, en constante progression. Par exemple, ce plan « sévère mais juste » selon un responsable tory, prévoit que les maris et les fiancés « mâles » ne pourront pas rejoindre leur conjoint en Grande-Bretagne ! Sexisme et racisme main dans la main...

■ Jugé pour un meurtre crapuleux, M. Ahmed Souidi, a été condamné à la détention à perpétuité. Tout en requérant la peine de mort, l'avocat général a mis le jury en garde contre l'ambiance raciste qui a entouré le déroulement du procès. Les jurés

ont accordé les circonstances atténuantes.

■ Nous avons omis, dans l'article paru sur l'affaire Saïd Smihi, de signaler que le comité de soutien avait été créé à l'initiative de l'Association des Marocains en France, de l'Union Nationale des Étudiants du Maroc et du Comité de Lutte contre la Répression. Nous nous en excusons auprès de nos amis.

■ Après le Professeur Groten-dieck, ancien déporté et mathématicien renommé, c'est Mme Élisabeth Vermeil qui vient d'être condamnée à une amende pour avoir hébergé, sans en faire la déclaration, un de ses parents d'origine allemande. Il est à noter que la disposition moyenâgeuse qui a permis cette étrange condamnation est en contradiction avec la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.

■ Phelelo Magane, Marcus Rodgers, Joyce Mokhesi, respectivement président, secrétaire général et militante de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne d'Afrique du Sud ont été arrêtés et mis au secret en vertu des lois de sécurité nazies de ce pays. La J.O.C. française a lancé une pétition nationale pour leur libération. (J.O.C., 12 avenue Sœur Rosalie, 75621, Paris-Cédex 13).

■ « Les académiciens ne sont absolument pas antisémites mais ils se montrent toujours soucieux d'un certain dosage. Il y a actuellement trois israélites sous la coupole. Un règlement non écrit peut parfaitement interdire l'arrivée d'un quatrième ». Espérons que l'idée baroque de ce numerus clausus antisémite se cantonne dans l'imagination du France-Soir de Hersant, d'où est tirée cette citation (23-24/4/78) et ne frôle pas l'esprit des Immortels !

rectificatif

1- Dans notre article « Mariez-vous français », publié dans « droit et liberté » de mars 1978 n° 367, il faut ajouter que l'autorisation préalable pour célébrer le mariage d'un étranger avec un national n'est pas obligatoire pour les résidents privilégiés (dix ans de séjour en France), pour les Algériens et de certains Africains des territoires anciennement sous domination française.

2- Dans « droit et liberté » d'Avril 1978 n° 368, article « Que faire », dernier paragraphe : « Remarques » il faut lire : le délai de prescription pour les délits de diffamation raciale ou d'injures est très court. Il est de trois mois. A l'inverse, pour les autres délits ex : (Refus de service) et les crimes racistes, le délai de prescription est celui du droit commun : 3 ans pour les délits et dix ans pour les crimes.

Elimane KANE

pas d'histoire en Afrique

A la faveur des expéditions guerrières de la Légion étrangère en Afrique, on a vu réapparaître, dans une fantasia effrénée, tous les préjugés les plus éculés sur ce continent meurtri par des siècles de domination étrangère.

« L'Afrique n'a pas d'histoire ». C'est le dogme fondamental sur lequel repose le racisme qui s'attache à ce continent et plus généralement aux Noirs. Déjà, vers la fin du Moyen-Age, les cartes d'Afrique se vident. Alors que les cartographes médiévaux représentent plusieurs royaumes et empires d'Afrique noire, qu'ils évoquent même leurs souverains, comme *Mussa-Melli* (l'empereur Kankou Moussa du Mali), ou le *Prêtre Jean*, nom légendaire des rois chrétiens d'Éthiopie, ceux de la Renaissance transforment le continent noir en un vaste ventre mou, cerné de postes ou les Européens commencent à développer les fructueux commerce des esclaves.

Comment justifierait-on, en effet, ce honteux trafic et les prodromes de la pénétration coloniale si l'Afrique n'était pas ce monde *sauvage* qu'on a besoin qu'elle soit ? Lors de la pénétration portugaise, le roi du Congo se convertit au christianisme sous l'influence des missionnaires. Il pense éviter ainsi le drame de la servitude à son peuple. Mais Joao 1^{er} se rend vite compte que les Blancs qu'il a accueillis avec hospitalité dans son royaume ont d'autres soucis que l'avancement de la foi catholique. Contrairement aux musulmans, les chrétiens ne répugnent pas à réduire en esclavage leurs corréligionnaires. Joao 1^{er} abandonne la foi chrétienne.

A la même époque, la reine Zingha d'Angola met à mal les premières tentatives de colonisation de son pays, jouant avec subtilité de la diplomatie et de la force. La guérilla qu'elle mène engage un processus de résistance qui durera jusqu'à nos jours.

Jamais les Portugais ne pourront contrôler entièrement leur « province » d'Angola.

A Tombouctou, le savant songhaï Ahmed Baba rayonne par son enseignement dans tout le monde soudano-sahélien, sud-méditerranéen et arabe. Sa bibliothèque de 1700 volumes, ses écrits, son érudition dans toutes les disciplines, théologie, astronomie,

Jeune pêcheur songhaï : l'héritier des fondateurs d'un des plus grands empires du monde.



mathématiques, rhétorique, histoire, en font l'Erasmus de l'Afrique noire. Le sultan du Maroc le fait enlever pour que ses universités profitent de sa science. Le prisonnier écrit : « O toi qui vas à Gao, fais un détour par Tombouctou, murmure mon nom à mes amis et porte leur le salut parfumé de l'exilé qui soupire après le sol où résident ses amis, sa famille, ses voisins ».

Lorsqu'il meurt, à l'aube du 17^e siècle, l'exilé va être le triste sort de dizaines de millions de ses frères, arrachés à leur sol par la rapacité des marchands d'esclaves. Puis, à la fin du XIX^e siècle, toute l'Afrique est partagée entre sept puissances européennes : la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, l'Espagne, la Belgique. Les civilisations sont détruites. Le travail forcé, les appétits des compagnies de traite saignent des pays autrefois prospères. La culture classique est piétinée, méprisée. Les écoles musulmanes se réfugient dans l'obscurantisme. Les colonisateurs veulent faire dans les faits ce que les cartographes du seizième siècle avaient inscrit sur le papier. L'A.O.F., et l'A.E.F., ces vastes zones roses indifférenciées sur les cartes d'élèves, deviennent le champ clos de « l'œuvre civilisatrice » de l'Occident chrétien.

Et pourtant, là encore, les peuples ont l'espoir dur. De partout, des soulèvements manifestent que l'Afrique refuse la domination étrangère. elle entre dans l'histoire moderne les armes à la main. Samory Touré, Chaka, Babemba Traoré, El Hadj Oumar, Behanzin, tant d'autres que l'on chante encore partout en Afrique pour avoir maintenu vivant le chemin de l'honneur sur le continent dépecé. Et puis les grandes grèves après la guerre. Celle du Dakar-Niger, en

antisémitisme et « hooliganisme »

Deux juifs viennent à nouveau d'être jugés en U.R.S.S. pour avoir manifesté pacifiquement leur désir de se voir enfin accorder un visa pour Israël. Après sept ans d'attente et avec la multiplication des vexations dont sont trop souvent victimes ceux qui ont fait cette demande, M. et Mme Slepak, dont le fils se trouve déjà en Israël, avaient, le premier juin, posé une pancarte sur leur balcon, pancarte indiquant : « Laissez-nous rejoindre notre fils en Israël ». Pour ce « délit », qualifié par les juges soviétiques de « hooliganisme prémédité », Vladimir Slepak a été condamné à cinq ans d'assignation à résidence. Pour un « délit » semblable (elle avait également posé une pancarte à sa fenêtre avec l'inscription : « K.G.B., donne-moi mon visa ») Mme Ida Nudel a été condamnée à quatre ans de la même peine.

Ce qui attire l'attention, dans le cas des époux Slepak, indépendamment du déni de justice dont ils sont victimes, c'est l'atmosphère de racisme qu'elle a révélée. En effet, un petit attroupement s'étant formé dans la rue, devant leur fenêtre, alors qu'ils venaient d'y poser leur pancarte, des cris nettement antisémites et même des appels au meurtre jaillirent de la foule. Des voisins non-identifiés par la police allèrent même jusqu'à verser de l'eau bouillante sur M. et M. Sepak.

Des faits de ce type, l'intensification de la répression des « délits » d'opinion, la persistance d'une propagande qui, sous couvert d'anti-sionisme, dissimule purement et simplement le vieil antisémitisme crasseux des tsars, les persécutions dont sont victimes ceux qui attendent leur visa pour Israël après en avoir fait la demande, même si au bout de quelques années, la plupart l'obtiennent finalement, les violations répétées des accords d'Helsinki ne peuvent avoir que les effets les plus néfastes sur la conscience d'un peuple qui a pourtant lutté héroïquement contre le monstre nazi. Si l'antisémitisme devait prendre, dans la population soviétique, des formes plus inquiétantes encore, les autorités de ce pays en porteraient l'entière et lourde responsabilité. Personne alors ne pourrait admettre qu'on invoque une fois de plus les séquelles du passé.

Dans tout les cas, les antiracistes, qu'ils se sentent amis ou adversaires de l'Union Soviétique, réclament justice pour Sepak, Nudel, Chtcharanski et tous ceux qui sont persécutés pour avoir demandé à émigrer vers Israël dans le respect de la Constitution de leur pays.

1947, la campagne du défi en Afrique du Sud...

L'Afrique n'a pas d'histoire ? Si, son histoire, une histoire bien ressemblante à ces luttes qui ont agité l'humanité toute entière depuis le fond des âges pour conquérir la connaissance, la liberté, la justice.

De ce dogme originel contre l'Afrique découlent tout les autres.

En Afrique, il n'y aurait pas de peuples, mais des tribus, pas de langues mais des dialectes, pas d'idées mais du pétrole, pas de raison mais du rythme.

sud-africains de leur pays, au peuple angolais pour protéger ses frontières contre les incursions des racistes, au peuple du Mozambique pour empêcher l'armée de Smith d'y continuer ses massacres ?

Si la France aidait le peuple Sahraoui à déterminer son destin comme il l'entend, si elle faisait respecter les accords entre le Frolinat et le gouvernement tchadien en retirant de ce pays toutes ses troupes, comme le stipulent expressément ces accords ?

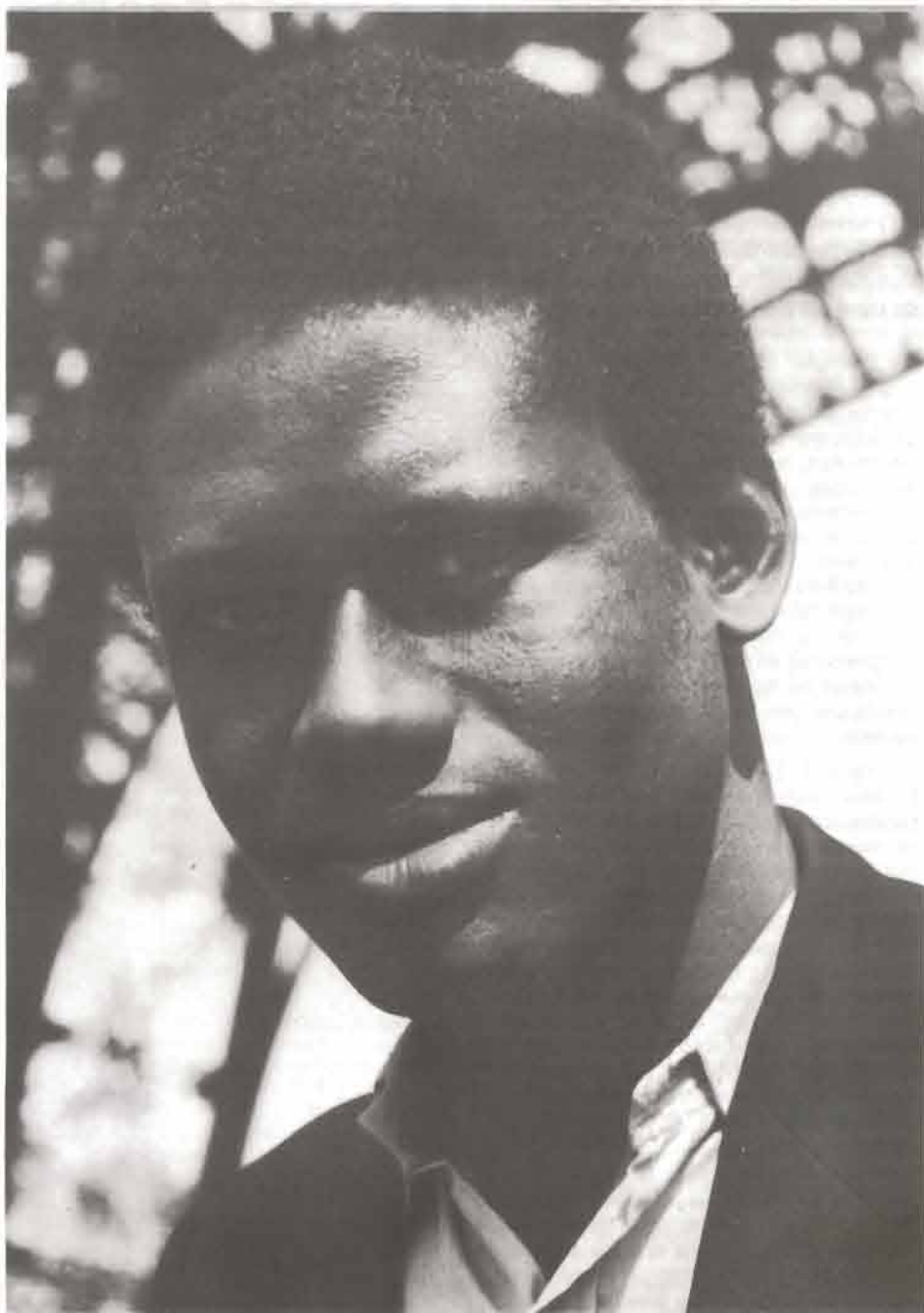
Si la France cessait de soutenir le régime de l'apartheid et de payer les fantaisies ruineuses

de Bokassa ou de Bongo, si la France qui coopère avec l'Afrique n'était plus celle des banques et des multinationales ?

Alors il serait plus nécessaire de mystifier l'opinion publique. La télévision française pourrait enfin voir des frères dans ces hommes d'Afrique qui là-bas, comme ici, se battent pour des jours meilleurs. Et non plus ces éternels enfants façonnés par une propagande dont le seul objectif est de maintenir éternellement l'Afrique dans la dépendance et son corollaire, la misère.

Racine MAÏGA

Un africain à Paris : la rencontre de deux civilisations complémentaires



flamand et bambara

Qu'importe que le flamand soit dix fois moins parlé que le zoulou, le bambara, le lingala ou le swahili, que plusieurs pays d'Europe comme la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie ou la Suisse utilisent sans dommage plusieurs langues nationales, on dira que les Africains ne peuvent entrer dans le monde moderne que par le sésame des langues européennes. Qu'importe que le brassage des populations, l'expérience des luttes, l'influence des idées nouvelles aient formé des peuples nouveaux, laissant derrière eux les divisions anachroniques du passé, on prétendra toujours se battre contre des « Toubous », des « Katangais », des « Ovambos ». Qu'importe que de nombreux pays aient récupéré leurs richesses nationales pour en faire un instrument de développement des peuples, trouvant aux problèmes qui se posent à eux des solutions passionnantes et novatrices, apportant à l'expérience humaine une contribution déterminante, on affirmera qu'il ne s'agit là que de tentatives de « déstabilisation » inspirées de l'extérieur.

Mais enfin ! Est-il nécessaire d'être inspirés par on ne sait quels « soviéto-cubains » pour se révolter contre des situations où les enfants meurent de faim, où les jeunes doivent s'exiler en Europe dans les conditions que l'on sait pour pouvoir espérer trouver du travail, être utile à la société humaine et sortir leur famille de la misère ? Est-il nécessaire d'être « communiste » pour refuser d'être rançonnés par les soldats de Mobutu ? Est-il nécessaire d'être « sauvage » pour éprouver du ressentiment, et même de la haine, lorsqu'à chaque tentative de s'en sortir, on voit tomber du ciel les parachutistes du colonel Erulin ?

Cette Afrique là, oui, vraiment, il faut la « déstabiliser », et les peuples s'en occupent, n'en déplaisent à ceux qui, par fausse naïveté et vrai racisme, refusent aux Africains la capacité de se lever pas eux-mêmes contre les maux dont ils souffrent.

Et si la France apportait son concours au peuple namibien pour chasser les occupants

interventionisme-fiction

« La France doit intervenir militairement lorsque ses ressortissants sont menacés dans un pays étranger. » Cette vérité « de bon sens » a été à la base de la propagande qui s'est déchainée au moment des événements du Shaba. Les drames qu'ont connus les habitants de Kolwezi, autochtones ou expatriés, semblaient donner plus de force encore à cette assertion. Or, s'il était nécessaire, en effet, de se soucier depuis bien longtemps de la sécurité des Français au Shaba, (par exemple, en n'en faisant pas le symbole du soutien au régime corrompu de Mobutu face à la volonté populaire de s'en débarrasser) il faut dire bien haut que l'intervention militaire n'a pu paraître « normale » que parce qu'elle se faisait dans le sens « nord-sud ». La fiction qui suit suffira sans doute pour s'en convaincre.

Été 1973. A la suite d'un fait divers tragique, des bandes incontrôlées s'attaquent à des ressortissants algériens vivant en France, notamment à Marseille. On compte des dizaines de victimes, de nombreux morts (1).

Le 3 septembre, le gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire au grand complet se réunit sous la présidence de Houari Boumédiène, Chef de l'État, avec la participation exceptionnelle des chefs de l'armée. Sujet unique à l'ordre du jour : la sécurité des ressortissants algériens en France. Après les nombreuses agressions qui ont eu lieu tout au long de l'année, les derniers massacres prouvent l'incapacité de la police française à assurer la sécurité des étrangers. Il faut réagir. L'opinion publique ne comprend pas la passivité du gouvernement.

Le 4 septembre, on apprend de source généralement bien informée que le gouvernement algérien a pris contact avec l'Italie et la Yougoslavie qui ont également un grand nombre de ressortissants en France. Le gouvernement italien ne serait pas favorable à une intervention. Le Maréchal Tito se déclare prêt à fournir une aide logistique pour une expédition humanitaire de durée limitée. Les massacres continuent et les forces de l'ordre de la République française semblent toujours incapables de maîtriser les groupes armés infiltrés dans les villes.

Le 5 septembre au matin, le Président Houari Boumédiène s'adresse à la nation. Il déclare notamment : « En conformité avec les accords d'Évian qui garantissent la libre circulation et la sécurité des citoyens français et algériens dans les deux pays, et devant les problèmes rencontrés par le gouvernement français pour faire respecter ces accords par ses propres moyens, le gouvernement algérien a décidé d'apporter aux forces de sécurité française une aide ponctuelle et de caractère strictement humanitaire pour sauver nos ressortissants et assurer leur sécurité. Un régiment de parachutistes a d'ores et déjà pris pied à Marseille et poursuit avec succès les opérations de maintien de l'ordre. »

Le 8 septembre, les paras algériens sont toujours à Marseille. Les premières familles algériennes sont arrivées à Alger. Les récits sont particulièrement poignants. Selon certains témoins, la police française elle-même aurait eu une attitude pour le moins ambiguë. Un coopérant affirme avoir fait l'objet de sévices graves de sa part. Un autre évoque des assassinats dans des commissariats. L'opinion publique algérienne enthousiaste soutient l'armée dans son action héroïque.

Le 10 septembre, de nombreuses cités françaises donnent l'impression de villes mortes. Les coopérants étrangers se terrent dans leurs quartiers. Les usines ne fonctionnent plus, notamment dans la métallurgie. La construction est au point mort. Les ordures ménagères s'accumulent dans les rues. On cite des cas de typhus et de choléra.



COOPERANT FRANÇAIS EN ALGERIE



COOPERANT ALGERIEN EN FRANCE

Le 12 septembre, tous les étrangers ont été évacués de Marseille. De nombreux rebelles ont pu être abattus. De Téhéran où s'est réfugié le chef des dissidents anti-algériens, on apprend que divers gouvernements s'apprêteraient à porter l'affaire devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le 15 septembre, le président Pompidou s'envole vers Alger. Selon les experts de la rue de Rivoli, l'économie française pourrait mettre des mois à se remettre à la tourmente.

Le 16 septembre, après deux heures et demi de conversation, les présidents français et algériens publient un communiqué commun qui déclare notamment : « Fidèle aux traditions d'amitié entre les deux peuples, l'Algérie recommande à des ressortissants de garder leur calme et de continuer à contribuer par leur travail à l'œuvre de développement de la France. Les deux gouvernements se sont mis d'accord sur le maintien d'une force d'intervention algérienne en France afin d'éviter toute tentative de déstabilisation inspirée de l'extérieur. » De source algérienne autorisée, on assure que des contacts ont été pris avec certains hommes politiques français et les milieux d'affaires. Le gouvernement algérien hésiterait à jouer plus longtemps la carte Pompidou. Ces bruits sont officiellement démentis.

Le 20 septembre, le corps expéditionnaire algérien se dirige vers Lyon où l'on aurait signalé des bandes rebelles...

Vérité en deça de la Méditerranée, erreur au delà !

héo SAINT-JEAN

(1) - En août 1973, une vague de racisme anti-algérien faisait des dizaines de victimes, notamment à Marseille, à la suite de l'assassinat d'un traminot marseillais par un dément nord-africain.

bantoustans en nouvelle calédonie

En Nouvelle Calédonie, la poursuite d'une politique coloniale « rétro » fait envisager par les autorités françaises une véritable « bantoustanisation » du territoire. Spoliation et répression pour les Mélanésiens, mais aussi, l'histoire le prouve, sombres perspectives pour la communauté blanche accrochée à ses privilèges.

Contrairement à la Polynésie Française, où la population est homogène, où le métissage ancien est la règle, le Polynésien apparemment « Pur », résultat d'un des jeux de la génétique humaine, et où les oppositions actuelles relèvent d'une analyse socio-économique classique, la Nouvelle Calédonie vit à l'heure de ces pays de l'hémisphère sud où une majorité, ou une minorité blanche, domine ou opprime une majorité, ou une minorité, autochtone : Afrique du Sud, Chili et pays andins, Australie, Nouvelle Zélande. Chacune de ces dominations a été fondée sur la conquête et la répression militaire, et s'appuie sur une spoliation foncière extraordinairement pesante.

Même si les conditions politiques, et le libéralisme juridique et social varient considérablement d'un pays à un autre, l'aliénation foncière a été le pilier sur lequel la colonisation européenne a fondé son pouvoir. Cela est bien connu pour l'Afrique du Sud, évident pour l'Australie. Mais le public français sait moins qu'en Nouvelle Calédonie proprement dite, on a laissé aux Mélanésiens 5 % des terres émergées et en Nouvelle Zélande, 3 % aux Maoris.

Mélanésiens et Maoris au lieu de disparaître, ont eu le mauvais esprit de survivre. Après une période où ils ont essayé de croire à la bienveillance du pouvoir blanc, et espéré pour leurs fils les résultats d'une politique d'assimilation, ils se retrouvent citoyens en titre et serviteurs de ce fait. L'intégration juridique effectuée dans les deux cas aboutit à une impasse. Les uns et les autres restent manœuvres ou chômeurs, quant au plus grand nombre, et s'entassent sur des terres trop peu nombreuses, incapables de leur assurer la base d'un développement économique suffisant. Les uns et les autres paient un enseignement inadéquat, effectué dans une langue qui leur est étrangère, le français ou l'anglais, et qu'aucune réforme pédagogique réelle ne transforme en un instrument effectif de promotion. Dans l'un ou l'autre cas la jeune génération se réveille, manifeste, cherche sa voie, prononce des discours incendiaires, exige le retour des terres volées,

et se voit opposer le discours des « Blancs à la peau noire », celui des quelques vieux notables encore attachés au système colonial dont ils tiraient de menus privilèges.

On a connu tout cela ailleurs, beaucoup plus près de nos côtes. Pieds-noirs et Algériens comptent encore leurs morts, en conséquence des résultats du maintien indéfini et inintelligent du couvercle sur un chaudron prêt à exploser.

Le cas de la Nouvelle Calédonie mérite qu'on s'y arrête, puisque la France en est responsable. Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce qu'on la lui retire des mains en expliquant qu'on se saurait tolérer qu'une zone de troubles s'instaure dans le Pacifique, et que la paix occidentale maintenue vaut bien la déportation de la majeure partie des colons blancs ?

Le parallèle avec l'Algérie est constant depuis le début du siècle dernier. Les mêmes troupes et les mêmes officiers ont fait la conquête. De la même façon, on a massacré, pris des otages, fait des exemples, enfumé

1978 : un épisode de la répression en Nouvelle-Calédonie.



Photo : J. Guibert

des familles réfugiées dans des grottes, exilé sans préavis des populations entières, réduites à travailler de force pour les colons ou l'administration. En 1878, une prime était donnée pour chaque paire d'oreilles de soi-disant rebelle tué. Comme les soldats apportaient des oreilles de femmes et d'enfants, on édicta qu'il faudrait apporter les têtes et l'on tint état de ces macabres pièces à conviction. En 1917, à la dernière rébellion, la prime était de 20 F pour un prisonnier et de 25 F pour un mélanésien mort ! Les fils et les petit-fils n'ont rien oublié.

Tout ceci n'est pas de l'histoire ancienne. Les dernières spoliations foncières exécutées par une décision administrative remontent aux années trente, à proximité de Nouméa, au bénéfice d'un colon qui devait se dédouaner après 1945 en affichant des sympathies communistes. En Nouvelle Calédonie, le racisme est de tous les partis. Les dernières tentatives de spoliation, qui remontent à dix ans, échouèrent du fait de la résistance des intéressés et mirent en branle le processus inverse de la revendication globale des terres volées.

Devant les implications de la remontée démographique des Mélanésiens — on croyait il y a un demi siècle qu'ils allaient s'éteindre tout doucement — et le plafonnement de la natalité européenne, les maîtres à penser de la colonisation ont cherché des parades. La première fut de faire venir, sous prétexte d'industries minières nouvelles à créer, une dizaine de milliers de métropolitains. Ce fut un bel échec, comme toutes les entreprises de colonisation successives en Nouvelle Calédonie.

La flambée des prix, l'inflation locale, ne débouchèrent sur rien. Les nouvelles entreprises minières se firent attendre, et la crise économique les renvoya aux calendes grecques. Mais cet afflux de Blancs provoqua un retour du racisme. La ségrégation dans les restaurants, qui avait disparu, fit une nouvelle apparition. Les nouveaux colons voulaient être entre eux. Les chauffeurs de taxi se mirent à préférer les nouveaux clients aux Mélanésiens, dont un groupe de jeunes prit la tête de la protestation. Et l'on eut le démarrage du mouvement nationaliste.

La répression, comme toujours aveugle et stupide, inefficace parce qu'inadaptée à l'échelle des phénomènes, devait provoquer la diversification et la multiplication des oppositions noires. D'où une radicalisation de la jeunesse mélanésienne, qui voyait, dans l'atmosphère de spoliation fébrile, les Blancs se remplir les poches, eux attendre des miettes qui n'arrivaient pas, et le gouvernement du moment avoir pour politique de ne rien faire au bénéfice des Noirs. Aujourd'hui l'île vit dans une atmosphère de guerre larvée. Les colons se promènent avec des armes dans leurs voitures, et essaient de rendre les Mélanésiens responsables du moindre meurtre crapuleux ; des groupes de jeunes Blancs vont de bal en bal, cherchant la bagarre, ayant recours à la vieille formule coloniale de la provocation destinée à provoquer une

répression, l'exil des « coupables » et la confiscation de leurs terres.

Jusqu'à présent les Mélanésiens sont de sang-froid. On revendique les terres, on coupe les barrières, on tue le bétail, on menace d'avoir recours aux fusils contre les Blancs qui menacent de même. Mais on passe rarement à l'acte. La guerre psychologique bat son plein cependant. A force de se faire dire qu'il faut qu'ils s'en aillent, les colons de certaines régions, trop minoritaires, commencent à se replier de la côte est à la côte ouest, et de l'intérieur sur Nouméa. En dehors de la capitale, la moyenne d'âge des colons tourne autour de 60 ans.

La pression, enfiévrée par une volonté passionnée de retrouver les terres dont ils ont été chassés et où ont été enterrés les morts au culte toujours vivant, va amplifier dans les mois à venir. La terre, qu'il veut par dessus tout, qu'il magnifie dans sa tradition orale, qui fournit les ignames de sa nourriture, la justification du nom qu'il porte, le support de son statut social, et le lieu de son repos final auprès de tous ceux de sa lignée, est la seule chose pour laquelle le Mélanésien d'aujourd'hui est encore prêt à mourir.

A Nouméa, si l'on prend peur — la capitale de la Calédonie s'est toujours prise pour une ville assiégée — et si certains partent s'installer en Australie ou en Nouvelle Zélande, si l'on craint les conséquences de l'indépendance de l'archipel des Nouvelles Hébrides, on s'accroche aux modèles extérieurs. On ne voit pas que la revendication foncière, qui si elle n'est pas satisfaite se muera en volonté de chasser les Blancs de l'île, va au delà des barrières entre groupements politiques mélanésiens, et l'on rêve d'un moyen de réduire les Noirs à n'être plus qu'une minorité d'électeurs. Ils sont trop nombreux. Soit, on va les séparer en deux. Et l'on veut jouer sur la différence entre la Nouvelle Calédonie proprement dite et les îles Loyalty (Ouvea, Lifou, Maré). De ces dernières îles, que leurs côtes inhospitalières toute l'année ont préservé des spoliations foncières, et où il n'y a pas de colonisation européenne, on prétend faire un territoire autonome. Un homme politique mélanésien, tenant du RPR, battu aux dernières élections législatives, appuie le projet. La droite calédonienne, qui comme toutes les droites coloniales du passé, se rallie au groupe RPR, pour le moment et sous bénéfice d'inventaire, glousse de satisfaction à cette idée, qui réduirait les Mélanésiens de Nouvelle-Calédonie à n'être plus qu'une minorité par rapport à l'électorat blanc. Dans cette perspective, en effet, elle ne voit pas pourquoi les Loyaltiens ne continueraient pas, comme depuis un siècle et demi, à venir fournir un appoint de main d'œuvre à Nouméa.

C'est de la folie. Les Loyaltiens en effet, ne sont pas plus bêtes que d'autres. Ils ont fait leur calcul. Ce qui les intéresse, si cela se faisait, et ils ne sont pas chauds dans l'ensemble, c'est non pas un territoire autonome, mais carrément d'être indépen-

dants, comme les Nouvelles Hébrides vont l'être, pour ne pas risquer de se trouver, dans le cadre d'une indépendance accordée à la Nouvelle-Calédonie, dans une situation où ils se feraient « commander » par les Blancs de Nouméa. On imagine le poids que pèseraient alors ces derniers, enfermés dans leur ville, dans quelques années, entourés de pays mélanésiens indépendants et avec une rébellion canaque sur les bras, larvée ou aidée de l'extérieur. Le pavillon français protège actuellement la région des interventions extérieures, du moins en première ligne. Le dépècement de la Nouvelle-Calédonie serait l'ouverture de la boîte de Pandore, et justifierait toutes les interventions. On sait qu'elles commencent toujours par la fourniture d'armes. Qui a les moyens de surveiller les milliers d'îles du Pacifique ? Personne. C'est le statu quo juridique actuel qui protège les Blancs de Nouvelle Calédonie. S'ils y touchent, ce sera leur perte.

Devant cet embrouillaminé de calculs et de projets à double détente, quelle est la politique du gouvernement français ? Il n'en a pas de claire, comme depuis trente ans où il s'évertue à maintenir tant bien que mal un équilibre, sans prendre la moindre initiative réellement utile, en donnant plus de poids qu'il n'est nécessaire aux perpétuelles criaileries des hommes politiques européens, et en sous-estimant la capacité de mobilisation et le potentiel de violence de la société

mélanésienne, éprouvée dans sa chair depuis la prise de possession, révoltée dans sa conscience aujourd'hui, et qui réfléchit, sur deux voies parallèles, à la fois aux moyens d'obtenir d'être reconnue et d'être traitée à égalité, à égalité des chances et des emplois, ou aux moyens de repousser la présence physique européenne le plus loin possible.

La Création récente, imposée par la complicité des pouvoirs publics et de parlementaires RPR ignorants des données du problème, de deux circonscriptions électorales aux élections législatives, l'une à majorité européenne (Nouméa et côte ouest de la Nouvelle Calédonie), l'autre à majorité mélanésienne (Îles Loyalty et côte est) est une nouvelle forme du double collège dont les hommes politiques européens ont toujours rêvé. Il aboutira au même résultat : rendre impossible la coexistence des deux peuples. L'expérience montre que, dans le cadre de l'équilibre actuel des forces dans le monde, c'est toujours le Blanc qui s'en va. Il serait pourtant si facile, dans un si petit pays, d'organiser la coexistence en réparant les injustices du passé et en amenant la société blanche à jouer la carte de la technologie au lieu de la laisser s'accrocher à des terres volées et même pas mises en valeur.

Jean GUIART
Professeur au Museum (Ethnologie)

Gowa : femmes déroulant une natte avant une cérémonie.



Photo : J. Guibert

livres

la france de l'affaire dreyfus

Fidèle à son caractère d'homme de lettres et avec le talent que nous lui connaissons, Pierre Paraf dans « *La France de l'Affaire Dreyfus* » expose avec clarté les nombreuses péripéties du dossier et les raisons profondes qui permettent d'expliquer, tant en France que dans le contexte international, l'émergence de l'Affaire Dreyfus.

Pendant, la profonde originalité de ce livre, qui le distingue de la production pléthorique dont ce sujet a déjà fait l'objet, réside dans deux aspects particuliers : d'une part, l'auteur, par sa connaissance d'un grand nombre de personnalités littéraires et scientifiques d'alors, permet de mieux comprendre le retentissement qu'eut l'Affaire Dreyfus dans ces milieux et les différentes prises de position des intellectuels.

En second lieu, en une synthèse intéressante, Pierre Paraf analyse les conséquences dans l'Histoire de l'Affaire Dreyfus, dont certains aspects seront repris par l'idéologie nazie, trente ans plus tard.

Un ouvrage agréablement présenté, facile à lire et dont les nombreuses illustrations et les témoignages des descendants des familles Dreyfus, Jaurès, Zola et Renan, alliés au style de l'auteur, permettent de découvrir « La France de l'Affaire Dreyfus ».

P.P.

Editions droit et liberté. 79 F + 8 F de frais de port.

approche culturelle du monde arabe

De l'histoire à la gastronomie, des contes populaires aux textes sacrés de l'Islam, cette « *approche culturelle du monde arabe* » permet d'entrer dans le tissu même des représentations et des pratiques qui forment la vie d'un peuple qui a tant contribué à l'histoire universelle et qui se

trouve attaché à l'histoire de France par tant de liens.

Réalisé par Claude Jamin, Marguerite Valot et notre ami Michel Neyreneuf, ce document est un instrument particulièrement utile pour tous ceux qui veulent approfondir leur connaissance du monde arabe et notamment pour les éducateurs et les travailleurs sociaux.

On peut le demander à l'Action Fraternelle, 7, rue de Cambrai, 75019 Paris (30 F, frais de port 5 F).

l'incroyable et triste histoire...

Un livre de détente à lire par tous ceux qui ont aimé « *Cent ans de solitude* » et qui rêvent encore de Macondo, ce petit village colombien, oublié même des oiseaux, dont la torpeur qu'impose le soleil écrasant est parfois troublée par le bruissement d'un papillon jaune ou le glissement furtif d'un scorpion sous une pierre...

Fête du langage, féerie de l'image, le style si particulier de Gabriel Garcia Marquez nous dépeint la vie des villages andins d'autres fois aux confins de l'anecdote, de la légende, du rêve, du surréalisme.

« *L'incroyable et triste histoire de la candide Erendira* », tout en n'ayant pas la même unité que « *Cent ans de solitude* », recrée au fil des contes la même atmosphère, si prenante : l'épopée du vieillard doté d'ailes immenses et exhibé comme une curiosité par ceux qui l'ont découvert enlisé dans la boue de leur poulailler, ou l'émerveillement de Tobie qui, descendant au fond de la mer, au pays des noyés, aperçoit parmi des milliers de tortues, un village tout blanc, englouti avec des hommes et des femmes à cheval tournant autour d'un kiosque à musique... Voilà les nouvelles merveilles qui viennent enrichir le monde fantastique et fantasmagorique de Gabriel Garcia Marquez.

P.P.

Edition Grasset

théâtre

la brise l'âme

Lana et Kaline, belle-mère et belle-fille, subissent une double violence : celle du racisme ordinaire par qui l'humiliation fracture l'être dans ce qu'il a de plus profond et de plus secret, et celle de la machine qu'elles retrouvent chaque jour et qui leur dicte sa cadence, « *la brise-l'âme* » ; elles habitent en un lieu où elles se retrouvent et se terrent la nuit pour mieux communier, dans la folie et le rêve...

Elles sont venues d'ailleurs, d'une terre lointaine, en quête de Vic, fils de l'une, mari de l'autre. Obstinément, sans relâche, elles le cherchent chaque dimanche dans les concentrations urbaines qui mènent jusqu'à la mer. Depuis son départ, Vic ne leur a jamais fait un signe. Existe-t-il seulement ? Mythe ou réalité, il incarne pour elles leur vie « *d'avant* », il est l'appui de leur courage, de leur force, l'ultime rempart contre la solitude, la détresse et le désespoir de l'abandon. Car ces deux femmes sont seules, au-delà de l'abandon de Vic. Face à un environnement hostile et répressif, elles luttent à la fois pour préserver leur identité de femmes et pour empêcher de voir la vie et le rêve désertier en elles.

Soumises à l'arbitraire patronal

en tant que travailleurs immigrés privées de tout droit syndical, niées dans leur dignité de femmes par l'oppression masculine dont elles sont les victimes en la personne de leur contremaitre, Lana et Kaline se réfugient dans une promiscuité de plus en plus grande, dans l'ilot coupé du monde que représentent leur chambre de bonne. La profonde originalité de cette pièce est de montrer la solitude de ces femmes qu'unit le même rêve, solitude sociale, et solitude psychologique de ces deux personnages qui dans leur refuge, s'affrontent sur ce qui les rapproche : Vic. En une lutte qui n'est pas sans rappeler la dialectique du maître et de l'esclave d'Hegel, chacune essaie de faire reculer les limites du partage avec l'autre du même homme, du même rêve, du même mythe.

Et malgré l'existence de ce lien contradictoire qui les unit, chacune fera l'expérience de sa profonde solitude que la présence de l'autre ne suffit pas à combler...

Alliant avec talent, la justesse de la critique sociale et la finesse de l'analyse psychologique, « *La Brise-l'âme* » de Gilles Atlan grâce à la mise en scène très sobre et au jeu des comédiens, est une pièce qui ne sombre jamais dans la misérabilisme.

Philippe PORRET

La Brise l'âme au Théâtre de l'Oeuvre, 55, rue de Clichy 75009 Paris.

cinéma

soleil des hyènes

Ou comment le néo-capitalisme et le néo-colonialisme s'emploient à transformer un paisible village de pêcheurs maghrébin en un complexe touristique pour Occidentaux en mal de soleil à bon marché et de dépaysement assuré...

Ridha Behi dénonce, avec pertinence et sans manichéisme aucun ni caricature facile, ce nouvel asservissement d'un peu-

ple africain qui voit son économie locale détruite, sa culture spécifique annihilée et son mode de vie ancestral anéanti par des promoteurs immobiliers avides de profit et pleins de mépris pour la civilisation des indigènes.

La narration claire du film dévoile bien la complicité des dirigeants du pays colonisé et des notables du village avec les « *hyènes* » étranger. Pas de triomphalisme lénifiant : la résignation des pêcheurs finit par l'emporter en dépit de révoltes sporadiques. Le désespoir n'est pas loin.

livres reçus

Du pourtour de la Méditerranée et d'Afrique, terres d'élection des vacanciers d'Europe, nous sont venus ces derniers temps, quelques beaux titres à lire au soleil, tout en sachant bien que certains de leurs auteurs ont eu à souffrir la persécution pour leurs idées (à l'instar des Grecs Ritsos et Vassilikos et du Sud-Africain Brink, dont nous avons parlé dans les deux précédents **droit et liberté**).

■ Ainsi d'Abdellatif Laabi, actuellement dans les geôles de Hassan II du Maroc, la réédition de son premier roman écrit en français, beau et mystérieux poème en prose jailli d'une conscience marocaine révoltée, fleuron d'une création francophone qui ne renie en rien son substrat nord-africain : « *L'Oeil de la Nuit* » (Éditions Barbare, Pelleautier, 05000 Gap).

■ Son compatriote Mohammed Khair Eddine, qui écrit lui-aussi en

français, n'est plus à présenter au public, lui dont les errances du langage, de la verve et de la musique ont fleuri en plusieurs ouvrages flamboyants. Dans son tout récent « *Une Vie, un rêve, un Peuple toujours errant* » (Ed. du Seuil), il continue sa sauvage analyse de tout l'inconscient du peuple marocain arabo-berbère.

■ De son côté, chez le même éditeur, L.S. Senghor, dans « *Liberté 3, Négritude et Civilisation de l'Universel* », approfondit sa réflexion sur l'indispensable interaction culturelle entre L'Égypte et la civilisation nègre. Beau comme un poème, ce long essai bouillonne d'idées et de références à une culture prodigieuse.

■ D'Égypte, le grand Taha Hussein, lui aussi l'apôtre, à sa façon, de l'interaction entre les cultures d'Occident, la française en particulier, et celles de l'Orient arabe, nous est révélé en une anthologie préparée sous la direction de J. Berque, qui reprend des extraits

musique

africanissimo

*Guadeloupe et Martinique
Cuba la savoureuse
Saint-Domingue et Haïti
Puerto-Rico la Couronne
La Jamaïque et Trinidad
Panama et son riche pays
Tout ça, c'est l'Afrique d'en face...*

Malgré son titre aux résonances quelque peu commerciales, « *Africanissimo* » est un petit chef-d'œuvre d'originalité dont chaque nouvelle écoute révèle un peu plus la spécificité. Trait d'union entre la Martinique et l'Afrique, la musique d'Henri Guedon allie pour notre plus grand plaisir le charme discret des biguines aux sonorités plus marquées des rythmes africains. Percussions en polyrythmie, douceur nostalgique du chant sur fonds de synthétiseurs, *Africanissimo* est le point de rencontre de pays et de cultures différents qui se fondent et s'unissent dans ce son si particulier, « *doux comme une huile* », et qui « *se boit par les oreilles et étourdit*

comme le rhum ». Apatride, reflet d'un continent aux contours géographiques peu définissables, *Africanissimo* n'est ni typique, ni folklorique. L'humour et la bonne humeur qui traversent ce disque ne masquent pas le propos réaliste d'Henri Guedon :

« *Je me croyais l'âme d'un guerillero
Je suis descendu dans la rue pour manifester
La bombe lacrymogène me brûle les yeux
Je cours me cacher* ».

Alors *Africanissimo* ? Bravisimo...

et aussi...

Signalons une exposition exceptionnelle qui se tient actuellement à la Bibliothèque Nationale et qui fait revivre les heures les plus brillantes du spectacle en France durant près d'un demi-siècle et qui illustre son rayonnement international André Barsacq : cinquante ans de Théâtre.

Bibliothèque Nationale - 58 rue de Richelieu - 75002 Paris.

de romans et d'essais dont le personnage principal est toujours l'Égypte profonde : « *Au-delà du Nil* » (Ed. Gallimard).

■ Une Palestinienne de Naplouse en Cisjordanie occupée par les troupes de Tel Aviv, donne à son peuple sa voix, pour la première fois en français, en un roman poignant, : « *Chronique du figuier barbare* » (Ed. Gallimard).

■ Sahar Khélifa donne dans son livre, l'essence quotidienne, hélas ! de beaucoup de Palestiniens des territoires occupés : insultes, mépris, prison et... travail immigré dans leur propre pays. Pourtant la trame du récit se crée

autour d'un espoir, qui est l'accueil, par des Palestiniens, d'une petite fille israélienne, dont le père, officier, vient d'être battu par des résistants.

■ De l'autre côté de la frontière israélo-palestinienne, le meilleur jeune romancier israélien, Amos Oz, plonge dans son adolescence pour faire revivre les années fiévreuses et bruisantes d'espoir de la Jérusalem de 1948, mystique et terroriste, dans : « *La Colline du mauvais conseil* » (Ed. Calmann-Lévy). (A signaler une étude sur cet important écrivain israélien, dans la revue « *Europe* », mai 78).

Yves THORAVAL

racés, sociétés et aptitudes

Le colloque « *Racés, sociétés, aptitudes : apports et limites de la science* » qui s'est tenu le 27 mai à l'UNESCO a constitué un succès pour le mrp et droit et liberté qui l'avaient organisé. Sous la présidence de Pierre Paraf, président du mrp, et après une allocution écrite de Monsieur M'Bow, Directeur Général de l'UNESCO, lue par un de ses proches collaborateurs, le professeur François Jacob, Prix Nobel de Médecine, a ouvert les travaux, dans une intervention générale, situant la problématique scientifique avec une clarté qui fut appréciée par tous.

Trois tables rondes se succédèrent, réunissant de nombreux chercheurs, qui, après de courts exposés, purent répondre ensuite aux questions de l'assistance :

- Apports et limites de la génétique : André Langaney, sous-directeur au Musée de l'Homme, Albert Jacquard, directeur de recherches à l'Institut National d'Études Démographiques et expert auprès de l'O.M.S., Antoine Danchin, maître de recherches au C.N.R.S., Jean-Michel Goux, professeur à l'Université Paris VII, Jean-Louis Serre, généticien et John Stewart, permirent, par leurs interventions, de mettre en lumière les limites de la détermination génétique, et le manque d'intérêt de la notion de « *race* ».

- Apports et limites de la psychologie : en présence de François Bresson, directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Études, du Docteur Colette Chiland, psychanalyste et professeur de psychologie clinique à Paris V, de Michel Huteau, chercheur, d'Antoine Léon, professeur de sciences de l'éducation, de Robert Pages, directeur de recherches au C.N.R.S., de Robert Perron, maître de recherches au C.N.R.S. et de Michel Schiff, chargé de recherches au C.N.R.S., le problème de l'intelligence et de sa mesurabilité (quotient intellectuel ou Q.I. particulièrement) fut plus particulièrement examiné.

- Sociologie : signification d'une controverse : Pierre Bourdieu, directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Études, Jean Guibert, professeur au Museum d'Histoire Naturelle et Toby Schwartz, professeur à l'université du Connecticut, abordèrent enfin la signification sociologique de la controverse sur les races et les aptitudes relancée par le G.R.E.C.E. et les théories d'Eysenck.

Un dialogue fructueux s'engagea entre les scientifiques et la centaine de participants qui assistaient aux différentes tables rondes.

Les travaux de ce colloque seront rassemblés dans une brochure spéciale éditée en septembre par les éditions droit et liberté, inaugurant ainsi sa nouvelle collection « *Les cahiers droit et liberté* » qui permettra de rendre compte des différents colloques que le mrp et droit et liberté organiseront.

Philippe PORRET

Pour tout voyage

OFFICE DE VOYAGES LAFAYETTE

18, rue BLEU, Paris 9^e
Tél. PRO. 91.09 Métro CADET

SERVICE DE PRESSE C.I.E.M.M.

Centre d'Information et d'Études
sur les Migrations Méditerranéennes

PRESSE ET IMMIGRES EN FRANCE

Service de presse bimensuel : présentation de tous les articles parus dans la presse quotidienne et régionale, dans la presse syndicale, dans la presse de mouvements ouvriers et autres périodiques.

Abonnement annuel : 100 F

Règlement par chèque bancaire ou chèque postal (CCP 17. 787. 12 N) à l'ordre du C.I.E.M.M.

C.I.E.M.M., 46, rue de Montreuil,
75011 PARIS. Tél. 307.49.30

YVES THORAVAL REGARDS SUR LE CINÉMA ÉGYPTIEN

ÉDITIONS DE L'HARMATTAN
18, rue des Quatre-Vents 75006 PARIS

BRUNO ÉTIENNE ALGÉRIE : CULTURES ET RÉVOLUTION

avec la collaboration
d'Yves Thoraval
ÉDITIONS DU SEUIL



prévenir
vaut
mieux
que
guérir



maillots de bain

bilytis

PARIS

■ action ■

gros plan

paris et région parisienne

Les militants de Paris et de la région parisienne ont consacré une part importante de leurs activités aux multiples initiatives qui ont eu lieu dans la capitale, participant à leur préparation et à leur déroulement : colloque du 27 mai, à l'U.N.E.S.C.O., sur le racisme et la science ; journée d'étude du 10 juin, au Sénat, sur l'antisémitisme et le néo-nazisme ; distribution de tracts et rassemblement du 15 juin, place de la Bourse, à la suite de l'attentat raciste contre le Club Méditerranée ; manifestation du 17 juin, sur le Plateau de Beaubourg en souvenir du massacre de Soweto. Ils ont représenté le mrp dans les stands au Parc de La Courneuve, le 14 mai à la fête de la J.O.C., et les 10/11 juin à celle du P.S.U.

Le comité de Versailles (78) fait le point, dans un compte-rendu, de sa contribution aux récentes réalisations du collectif d'associations locales se consacrant aux problèmes des immigrés et du Tiers Monde. Pour les élections législatives, une « lettre ouverte » aux candidats a été diffusée à plusieurs milliers d'exemplaires, partie en français, partie en arabe, portugais et français sur les marchés et dans de nombreux immeubles. Le dimanche 22 mai, au Centre Huit, se tenait un Festival de l'immigration, où notre comité local disposait d'une salle de projection : tout au long de la journée, les neuf militants présents (dont trois Algériens) ont présenté des films et de la documentation sur l'Algérie, fournis notamment par l'Amicale des Algériens en Europe, en même temps que la documentation du mrp.

Toujours dans les Yvelines le film « *derrière la fenêtre* » a, d'autre part, été présenté devant des écoliers à Plaisir, le 19 mai, et à Guyancourt, le 29.

Le 30 mai, c'est autour du film *Pain et Chocolat* qu'a eu lieu, à Élancourt, un débat animé par le critique Pierre Berjeona.

Dans l'Essonne (91), après la « *Marche d'information contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples* », organisée le samedi 20 mai après-midi par le comité de Massy, celui-ci était représenté, le soir, au Centre Jean XXIII, par Pierre Krausz, membre du Bureau National, à un débat faisant suite à un spectacle théâtral. Les 3 et 4 juin, il tenait un stand à la fête municipale.

Le week-end suivant, les divers comités de l'Essonne ont assuré l'activité d'un stand à la fête départementale du P.C.F., à La Norville.

Le comité de Malakoff (92) est le premier en France qui ait obtenu que le nom de Soweto figure sur une plaque de rue en

signe de solidarité avec le peuple sud-africain. Ce 16 juin, jour anniversaire de la révolte et du massacre de 1976, le maire, M. Léo Figuières, inaugurait le Square de Soweto, en présence de Sikose Mji, militante de l'A.N.C., qui prit part, il y a deux ans, aux luttes de la jeunesse dans ce ghetto noir, proche de Johannesburg et du député, Guy Ducoloné.

A l'actif du comité de Malakoff, signalons encore un débat sur le racisme, le 25 mai, à la bibliothèque du comité d'établissement du Thomson-CSF, ainsi que la tenue d'un stand à la Kermesse annuelle de la ville (12-13 juin).

Les comités de Gennevilliers et Colombes (92) ont également organisé un stand à la fête du journal *La Voix Populaire*, les 27/28 mai.

Par un tract reproduisant les principaux articles de la Loi du 1^{er} juillet 1972, le comité de Colombes annonce qu'il tiendra désormais une permanence à la Bourse du Travail, 18 rue de l'Indépendance, le dernier mercredi (18-20 h) et le dernier samedi (14-16 h) de chaque mois.

A Antony (92) le mrp était représenté, le 26 mai, à l'inauguration de la sculpture « *Amitié des Hommes* », devant le Centre André-Malraux.

solidarité avec les indiens

Pendant une semaine, du 30 Mai au 5 Juin 1978, un groupe de 13 Indiens des trois Amériques était à Paris pour faire connaître la situation de leurs peuples face aux persécutions, à la répression et l'éthnocide dont ils sont victimes, et pour demander l'appui et la solidarité de l'opinion publique française.

Dans le cycle des conférences, débats et rencontres que les Indiens ont animés, une conférence de presse avait été organisée au siège du mrp, au cours de laquelle Black Elk des États-Unis, Juan Aguilar de l'International Indian Treaty Council et des représentants d'organisations indiennes du Mexique, de Bolivie, du Pérou, de l'Équateur, de la Colombie et de l'Argentine ont pu exposer aux journalistes les objectifs de leur combat et la nécessité de l'aide des hommes de progrès du monde entier.

Le mrp les a assurés de son entière solidarité et le principe d'une collaboration pratique plus étroite entre le mrp et les organisations indiennes a été adopté.

R.P.

bons de soutien
tirage du 30 juin

le n° 269 610 gagne le séjour pour
2 personnes en Tunisie.

prochain tirage le
4 décembre 1978

A Neuilly-Plaisance (93), une série de menaces et d'exactions visant une famille algérienne ont entraîné la riposte de la municipalité, et des partis de gauche (P.C.F., P.S., G.A.M., P.S.U.) qui ont édité un tract, effectué des démarches auprès de la police, fait appel au Consulat d'Algérie et recueilli des témoignages pour le dépôt d'une plainte. Le 30 mai, se tenait une réunion publique, où le mrp, invité, était représenté par Didier Fantin, membre du Bureau National, et Odile Viannais, membre du Conseil National. Un comité a été constitué, avec une trentaine d'adhésions.

Le comité d'Ivry (94) est engagé dans une action de solidarité avec des familles tziganes demeurant dans un quartier de la ville où elle sont en conflit avec une partie de la population voisine. Une réunion a eu lieu, le 26 mai, en présence de Vanko Rouda, président du comité Rom de France, en vue de rechercher des solutions.

Le 16 juin, dans le cadre de la tournée d'information sur l'apartheid organisée par le mrp, la jeune militante sud-africaine Sikose Mji, était l'invitée de la Maison des Jeunes et de la Culture d'Orly (94).

A Paris, le comité du 20^e est intervenu auprès du Maire de Paris, dans le cadre de l'Année internationale contre l'apartheid, pour demander que la rue Botha, qui porte le nom du général du régime raciste, soit rebaptisée et devienne, par exemple, rue Albert Luthuli (Prix Nobel de la Paix, l'un des fondateurs du mouvement de libération) ou rue des Martyrs de Soweto.

Le comité du 18^e dénonce, dans un communiqué de presse, le véritable état de siège instauré depuis le début de juin dans le Quartier de la Goutte d'Or, où les rondes renforcées des C.R.S. multiplient les raffles « *au faciès* » et les mesures d'intimidation. « *Nous Français et étrangers habitant le quartier, souligne-t-il, pour qui la sécurité ne pose pas plus de problèmes ici qu'ailleurs, nous ne voulons pas accepter de voir notre quartier en état de siège et les étrangers humiliés par cette présence qui fait dire à certains d'entre eux : « Ils nous prennent pour des sauvages ! »*

De nouveaux comités se constituent dans les 13^e et 17^e arrondissements.

Un débat sur le racisme, animé par M^e George Pau-Langevin, vice-présidente du mrp, a été organisé le 7 juin par le Comité d'Établissement de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (19^e).

PAUL ROTCAGE

création et recherche de matériaux

diffusé par
FRANSA

61 rue de turenne paris 3* - tél 887 26-38. 31 15, 31-16.
société anonyme au capital de 1 000 000 de f
r c seine 56 b 3430
telex 21476 f - câble: "telex 21476 fransa paris"

BRUTUS S.a.r.l.
PRÊT A PORTER
FÉMININ JUNIOR



168, Rue Saint-Denis
75002 PARIS Tél. : 508.18.31

VÊTEMENTS EN

Chevreaux double face

Chevreaux fourrures

Peaux lainées

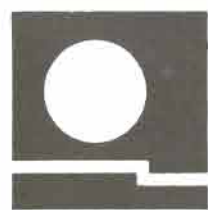
Fourrures

Indiana
Pelisses

40, rue de l'Échiquier
75010 PARIS



Tél. : 770-27-77



mico

diffusion de
créations françaises
et étrangères

la mécanique des
bons canapé-lits

13, rue Vauquelin
75005 PARIS
707.17.60
331.72.16

FABRIQUE DE LINGERIE

Société à Responsabilité Limitée Capital 60 000 F

ETABLISSEMENTS

ESSON

marques
Jolirève
Carmencita

38, rue des Gravilliers, PARIS-3^e

Tél. : 272 38-84 - 508 94-90

bourgogne
franche-comté

C'est à Montbéliard, le 5 juin, qu'a débuté le « tour de France » d'information sur l'apartheid, assuré par Jean-Yves Treiber, membre du Bureau National du mrap, avec Sikosé Mji, militante de Soweto et membre de l'African National Congress (A.N.C.), mouvement de libération de l'Afrique du Sud. Chaque étape est marquée par une conférence de presse, une assemblée publique, des rencontres avec les municipalités, les associations locales, des travailleurs, des étudiants et lycéens.

Le lendemain, à Belfort, des entretiens eurent lieu notamment avec le maire, M. Gehant, et le député Jean-Pierre Chevènement.

Le 7 juin, nos amis étaient à Dijon. Une réception avait été aussi organisée à Chenove, dont le maire, M. Carraz, annonça la décision de donner à une rue de la ville le nom d'Albert Luthuli; étaient également présents les maires de Gevrey-Chambertin, Quétigny, des élus municipaux de Chevigny-Saint Sauveur et Talant.

Le comité de Mâcon a pris une part active à la défense de 150 travailleurs immigrés d'une entreprise de pose de rails, qui, payant de lourds loyers pour habiter des vieux wagons, faisaient grève en vue d'obtenir de meilleures conditions de vie. Un fête de solidarité s'est déroulée le 19 mai. Le 11 juin, le comité a tenu un stand à la fête du Parti Socialiste.

PRÉSIDENT : Pierre PARAF ;
VICE-PRÉSIDENTS : Charles PALANT, Abbé Jean PIHAN, M^e George PAU-LANGEVIN, Dr François GREMY ;
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Abert LÉVY ;
COMITÉ D'HONNEUR : Henri ALLEZ, Georges AURIC, Robert BALLANGER, Bâtonnier Albert BRUNOIS, Aimé CESAIRE, Charles de CHAMBRUN, André CHAMSON, Louis DAQUIN, Alain DECAUX, Hubert DESCHAMPS, Henri DESOILLE, Maurice DRUON, Pasteur André DUMAS, Henri FAURE, Jean FERRAT, Max-Pol FOUCHET, Jean HIERNAUX Pierre JOXE, Alfred KASTLER, Jean LACOUTURE, Bâtonnier Bernard LASSERRE, Michel LEIRIS, Gérard LYON-CAEN, Jacques MADAULE, Albert MEMMI, Robert MERLE, Théodore MONOD, Henri NOGUERES, Étienne NOUVEAU, Jean PICART LE DOUX, Marcel PRENANT, Alain RESNAIS, Guy RIOBE, Emmanuel ROBLES, Armand SALACROU, Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ, Georges SEGUY, Jean SURET-CANALE, Alain TERRENOIRE, Jacqueline THOME-PATENOTRE, VERCORS, Jacqueline VICTOR-BRAUNIER, Docteur Pierre WERTHEIMER, Bernard ZEHRFUSS.

Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les peuples est le nouveau titre que s'est donné le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix, par le vote de son congrès des 26-27 novembre 1977.

Poursuivant son action de toujours, le mrap réaffirme sa volonté de combattre avec une égale vigueur tous les aspects du racisme, quels qu'en soient les auteurs ou les victimes, en quelque lieu que ce soit.

Défendant les droits et la dignité de tous les hommes, dans le respect de leur identité, il œuvre pour l'amitié entre les peuples, condition majeure de la paix.

A Belfort, le comité local a exprimé dans un communiqué le 25 mai sa « vive inquiétude » à la suite d'un attentat perpétré contre un foyer de travailleurs immigrés. « L'actualité de ces derniers mois en France, déclare-t-il, nous a montré que les pouvoirs publics étaient beaucoup plus prompts à dénoncer les immigrés comme responsables de la crise ou à les expulser qu'à poursuivre les auteurs de crimes racistes ».

alsace
et lorraine

Du 24 au 30 mai, le comité de Nancy a organisé au cinéma Gaumont une Semaine du film antiraciste, avec, chaque soir, une œuvre différente : *Le prête-nom*, de Martin Ritt ; *Monsieur Klein*, de Joseph Losey ; *Chasse aux trafiquants d'hommes*, de John Guillermin ; *l'État sauvage*, de Francis Girod ; *Les Guichets du Louvre*, de Michel Mitrani ; *Conrack*, de Martin Ritt ; *La victoire en chantant*, de J.F. Armand.

Le Conseil municipal de Marange-Silvange nous fait parvenir une motion qu'il a adoptée le 5 mai, où il s'élève contre les mesures de licenciements massifs prises dans la commune à l'encontre des travailleurs immigrés, suivies de leur expulsion du foyer où ils habitent. Il demande aux pouvoirs publics d'intervenir pour « assurer l'emploi et le logement à tous les travailleurs immigrés qui ont fait confiance à notre Région et à notre pays ».

picardie
champagne

Dans un intéressant dossier sur l'assassinat d'un Marocain, Abdeslam Lakmili, le comité d'Amiens analyse comment « Le Racisme a joué un rôle moteur dans le développement de la folie meurtrière », du criminel, et comment « derrière le geste d'un homme jaloux, il y a tout le mépris raciste et l'intolérance dont sont l'objet les travailleurs étrangers ». Ainsi, ce qui était tout d'abord apparu à beaucoup, sur la base des informations de la police, comme un simple fait divers, un crime passionnel, prend une autre dimension, qui justifie l'intervention du mrap. Cette étude soignée des faits et des témoignages constitue un appel exemplaire à la réflexion de l'opinion publique.

Le comité d'Amiens a, par ailleurs, organisé, le 16 juin, une soirée « Soweto Mémoire », avec le concours d'artistes français et immigrés, et reçu Sikosé Mji, dont la venue a été l'occasion d'un grand article sur l'apartheid dans *Le Courrier Picard*. Il a publié un communiqué mettant en cause « l'indifférence ou l'émotion sélective » à propos des événements du Zaïre ; participé, le 18 juin, par un stand, à la fête du journal *le travailleur* (P.C.F.) ; soutenu une marche de protestation contre les détentions et disparitions en Argentine, avec Amnesty International et l'Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (6 juin) ; animé avec l'ASTI, la C.G.T. et la C.F.D.T., une soirée de

Désireux de m'informer et de soutenir l'action contre le racisme,
pour l'amitié entre les peuples

J'adhère au m.r.a.p. ■
Je m'abonne à droit et liberté ■



Nom (en capitale)

Prénom âge

Profession

Adresse

Code postal Ville

Le montant de la carte d'adhésion (à partir de 30 francs) est laissé à l'appréciation du souscripteur, selon ses possibilités, compte tenu de la nécessité d'apporter le soutien le plus efficace à l'action du mrap.

Abonnements d'un an à droit et liberté (50 F). Abonnement de soutien (100 F). Étranger (75 F). C. C. P. 9239-81 Paris. Rayer la mention inutile.

mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (mrap)
120, rue saint-denis - paris (2) - tél. : 233.09.57 - c.c.p. : 14-825-85 paris

Tricots et Jerseys de Luxe

SANTINO

Société Générale de Matières et Articles Textiles
Société Anonyme au Capital de 300.000 F

Siège Social :

30, Rue du Caire 75002 Paris

TÉL. : 236-04-19

MAGASIN de VENTE

18, Rue du Caire

75002 Paris

TÉL. : 236.04.19

"BLUE GIRLS"

S.A.R.L. LIDA Blue Girls Capital 20.000 F

Fabricant
Prêt à Porter
Sportswear
Leisure Wear

82, rue du Chemin-Vert
75011 PARIS
☎ 355.61.74 806.36.95

Case réservée
à la SOCIÉTÉ F.A.P.

solyne s.a.

prêt à porter
tricots de luxe
20 rue du sentier

75002 paris - tél. 233 77 25
société anonyme capital 100.000 f



Pistache

PRÊT A PORTER

50 PASSAGE DU HAVRE

75009 PARIS.

☎ 874 27 33

Toute votre vie, vous vous souviendrez
du mariage de vos rêves...

PRONUPTIA®



Pour les mariés, le cortège et les invités,
une prestigieuse collection PRONUPTIA® et JACQUES HEIM

MAGASIN PRINCIPAL :
18, rue du Faubourg-Montmartre - 75009 PARIS
Tél: 770.23.79

A PARIS, dans la région parisienne
et les principales villes de France et de l'étranger

Catalogue couleur 88 pages à retirer au magasin.

ARTICLES - CADEAUX
MAROQUINERIE
SERVIETTES - PORTE-DOCUMENTS

GROS
1/2 GROS

MICHELER

Société Anonyme au Capital de 200.000 Francs

70, RUE DU TEMPLE, 75003 PARIS

Tél. : 887.72.11

FOURNITURES DIFFUSION

27, rue de Saintonge
75003 Paris
Téléphone 272.15.31

« Ciné-Luttes » autour du film *Frontline* de René Vauthier (22 juin) ; pris une part active à la Fête dans la Ville (25 juin) ; où il a notamment assuré le maquillage des enfants pour « souligner l'harmonie de tous ces visages d'enfants, d'enfants de toutes les races, de toutes les couleurs — symbole d'une amitié possible entre les peuples ».

A Soissons, le 17 juin, les marionnettes géantes du comité d'Amiens ont présenté, sur le marché, leur spectacle antiraciste : « La grande manipulation ». Le soir, un débat a eu lieu sur le film *Quitter Thionville*, en présence du maire.

A Compiègne, le 18 juin, diverses manifestations organisées par le comité local ont marqué la venue de Sikosé Mji et Jean-Yves Treiber.

A Creil, le comité local s'était associé, le 7 mai, à un gala tunisien, au Centre Culturel.

A Chalons-sur-Marne, le 15 juin, le film *L'Autre France* a été projeté ; le débat qui a suivi était animé par Bertrand Baryn, membre du Bureau National.

centre

Alors que le tribunal de Montargis rend son jugement, le 28 juin, dans l'affaire des propos racistes tenus à la télévision par des habitants de Sully-sur-Loire, le comité d'Orléans est informé de l'inculpation du directeur de « La République du Centre » et du directeur de l'Agence Havas, à la suite de sa plainte contre la publication répétée d'offres d'emploi discriminatoires ; dans un premier temps, la société ayant formulé les offres avait également été inculpée.

Le comité d'Orléans a présenté un stand à la fête du P.C.F. le 4 juin ; le 8 juin, il participait à la soirée sur les Droits de l'Homme en Argentine organisée par Amnesty International. Le 16 juin, il a pris l'initiative d'un défilé pour commémorer le massacre de Soweto.

Le comité de Montargis poursuit les activités de sa permanence juridique, pour laquelle il a distribué des tracts en français, arabe, portugais et turc dans les quartiers habités par des immigrés. Il a été ainsi amené à intervenir pour régler les problèmes administratifs d'un certain nombre d'entre eux.

D'autre part, le comité a animé un débat sur le racisme et les problèmes de l'immigration à la demande des Jeunesses Socialistes (6 mai).

aquitaine- midi-pyrénées

A Bordeaux, après l'inculpation du responsable régional de l'Agence Nationale pour l'Emploi, sur plainte du mrap, pour les discriminations pratiquées par cet organisme

à l'encontre de travailleurs étrangers ou « de couleur », le juge d'instruction a prononcé un non-lieu. Aussitôt, le mrap a fait appel, et l'affaire se poursuit donc, comme celles de Grenoble et Lyon sur le même problème.

La tournée d'information sur l'apartheid passera par Albi le 25 juin.

Un comité local est en voie de création à Saint-Jean-de-Luz.

rhône-alpes

A Lyon s'achève, le 30 juin, la tournée d'information sur l'apartheid. Le comité local avait, d'autre part, tenu un stand à la fête du P.S. les 27/28 mai.

Le comité de Haute-Savoie a tenu un stand à la fête du P.C.F. (18 juin) à Annecy ; il sera également présent à la fête populaire internationale que préparent la Maison des Arts et de la Culture et l'ASTI de Thonon. Il met une nouvelle fois en garde contre les rigueurs de la loi, les établissements publics qui continuent de pratiquer des discriminations envers les travailleurs maghrébins. Il prépare diverses manifestations dans le cadre de l'Année internationale contre l'apartheid, en collaboration avec Annecy-Action Culturelle.

A Grenoble, des graffiti antisémites ayant été inscrits sur le Théâtre, où était présenté un spectacle de danseurs israéliens le comité local du mrap a rendu public un communiqué exprimant son indignation, et il a porté plainte contre X, avec la Ligue des Droits de l'Homme et la Jeunesse Juive Grenobloise.

Le comité a, d'autre part, signé un appel et participé à un meeting à l'Université (24 mai) pour dénoncer l'expulsion d'un étudiant tunisien, ainsi que les menaces et brimades dont des lycéens, également Tunisiens, ont été victimes, de la part de policiers. Il était présent, le 8 juin, à l'importante manifestation qui a eu lieu dans les rues de la ville, en solidarité avec le peuple argentin.

Sous l'égide du comité de Saint-Étienne, une représentation de la pièce *Les Immigrés*, de Jacques Kraemer, a été donnée le 7 juin, au grand amphithéâtre de la Faculté des Lettres par la « Petite Troupe Théâtrale ».

languedoc-roussillon

Sikosé Mji et Jean-Yves Treiber poursuivant la tournée sur l'apartheid, sont annoncés à Carcassonne le 26 juin.

Le comité d'Ales a tenu le 21 mai en conférence de presse pour dénoncer la recrudescence des expulsions et refoulements arbitraires de travailleurs immigrés et les brimades dont ils sont victimes, ainsi que leurs enfants dans certains commissariats et

établissements scolaires. Parmi les 8 cas cités d'expulsions particulièrement scandaleuses, signalons celle de M. A. Lefkir, dont les papiers n'étaient pas tous à fait en règle (changement de profession) et dont l'épouse est hospitalisée pour un an à Montpellier ; celle aussi d'une femme de 75 ans, qui vivait chez ses enfants et qui a dû regagner l'Algérie où elle ne dispose d'aucune ressource.

Contre cette politique inhumaine et contre les campagnes calomnieuses visant les travailleurs immigrés, le comité du Gard vient de lancer une pétition.

Le comité de Nîmes, qui est intervenu contre le refus de servir les Maghrébins dans un café de la ville, a participé, le 26 mai, à un débat sur l'apartheid. Ses activités et son efficacité valent à l'un de ses responsables, notre ami René Delon, de recevoir fréquemment des lettres anonymes d'insultes racistes et de menaces. Plainte a été déposée.

auvergne limousin

Le jeune comité de la Creuse a adressé au ministre de la Justice les pétitions demandant la révision du procès de Guéret au cours duquel a été acquitté le meurtrier d'un travailleur algérien d'Aubusson. Il expose ses activités et ses objectifs dans un communiqué détaillé, que la presse locale a reproduit.

Le comité de Limoges a tenu des stands aux fêtes départementales du P.S. (3/4 juin) et du P.C.F. (17/18 juin).

nos deuils

■ Notre ami le professeur Hubert Deschamps, membre du Comité d'Honneur du mrap, vient d'avoir la douleur de perdre sa femme. Nous lui exprimons nos très sincères condoléances.

■ Nous avons appris avec beaucoup de peine le décès de notre ami Arthur Tiar, qui fut un des fondateurs du mrap et qui, jusqu'à ses derniers jours, en fut le militant dévoué. A toute sa famille, nous exprimons notre sympathie.

■ Moses Kotane, qui fut l'un des fondateurs et ses dirigeants de l'African National Congress, le mouvement de libération de l'Afrique du Sud, vient de mourir dans l'exil après une vie de durs combats. A tous ses camarades de lutte, nous disons notre fraternelle solidarité.

■ A la suite du décès de notre amie Marguerite Bonne (signalé dans notre dernier numéro), ses collègues enseignants ont estimé que la meilleure façon d'honorer sa mémoire était de faire un don au mrap, auquel elle fut si profondément attachée. La collecte au lycée Racine a permis de rassembler la somme de 725 F. Nos vifs remerciements pour ce geste émouvant.

LES MIGRATIONS DE DJEHA

par SALADIN



Djeha est un immigré qui est tombé amoureux, un clandestin qu'on... mais il a réussi à trouver un job dans "l'immigration". Tout se "déroule" et débouche doucement sur ce qui est le "véritable" immigré... N'oubliez pas, c'est un intellectuel, immigré... Et en tant qu'intellectuel il se débat dans des problèmes différents...

